

Rapport Financier Semestriel 2016

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2016



Europcar Groupe S.A.

Société anonyme au capital social de 143 409 298 euros

Siège social :

2 rue René Caudron, Bâtiment OP
78 960 Voisins-le-Bretonneux
489 099 903 R.C.S. Versailles

TABLE DES MATIERES

RAPPORT DE GESTION SEMESTRIEL.....	3
1. EVENEMENTS MAJEURS INTERVENUS AU PREMIER SEMESTRE 2016.....	3
2. EVENEMENTS SUBSEQUENTS	4
3. ANALYSE DES RESULTATS OPERATIONNELS	6
4. LIQUIDITE ET SITUATION FINANCIERE	15
5. PROCEDURES ADMINISTRATIVES, JUDICIAIRES ET D'ARBITRAGE.....	21
6. TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES.....	21
7. PERSPECTIVES REVISEES POUR L'EXERCICE 2016	21
8. INFORMATION SUR LES TENDANCES ET LES OBJECTIFS À MOYEN TERME	22
9. PRINCIPAUX RISQUES ET PRINCIPALES INCERTITUDES POUR LE SECOND SEMESTRE 2016.....	22
10. INFORMATIONS PROSPECTIVES	23
COMPTES CONSOLIDES INTERMEDIAIRES CONDENSES.....	24
RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE (PERIODE DU 1 ^{ER} JANVIER AU 30 JUIN 2016).....	47
ATTESTATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL.....	48

RAPPORT DE GESTION SEMESTRIEL

1. EVENEMENTS MAJEURS INTERVENUS AU PREMIER SEMESTRE 2016

Dans un contexte économique et opérationnel moins porteur, le Groupe Europcar a poursuivi ses investissements pour préparer la saison estivale et surtout soutenir la croissance future. Ainsi le Groupe a poursuivi le déploiement du périmètre InterRent et lancé les premiers programmes de son ambitieux projet de refonte du parcours client. En outre, le Groupe a signé plusieurs acquisitions conformément à son objectif d'accélérer le déploiement de sa stratégie grâce à des opérations de croissance externe.

1.1 ACQUISITION DU 3 EME FRANCHISE FRANÇAIS

En mai 2016, le Groupe Europcar a acquis la société Locaraise¹, le troisième franchisé français par son chiffre d'affaires. Il s'agit d'une des premières concrétisations de l'ambitieux programme d'acquisition visant à accélérer la création de valeur pour ses actionnaires. La société Locaraise, bénéficie d'une implantation de longue date dans la région du Nord de la France, allant du Nord de la région parisienne jusqu'à l'extrême Sud de la métropole lilloise. Elle compte 19 agences et une flotte moyenne de 2 200 véhicules. Sa clientèle comprend une forte proportion de Petites et Moyennes Entreprises. En 2015, la société a réalisé un chiffre d'affaires de l'ordre de 17 millions d'euros. L'investissement est réalisé par la filiale Française du Groupe, Europcar France et représente une sortie de trésorerie de 9 millions d'euros. Cette opération réalisée sur la base d'un multiple d'environ 4 x Corporate EBITDA Ajusté avant synergie² sera fortement relative dans les trimestres à venir. A l'instar de ce qui a déjà été réalisé avec d'autres acquisitions, le savoir-faire et l'excellence opérationnelle du Groupe Europcar vont en effet permettre de générer des synergies importantes tant sur le chiffre d'affaires et que la rentabilité d'Europcar France, grâce notamment à la mise en œuvre des initiatives suivantes : (i) Implémentation de la stratégie et des outils de « Revenues and Capacity Management » du Groupe, (ii) Intégration au système IT d'Europcar, Greenway®, qui offre une solution unique couvrant l'ensemble des processus fonctionnels de la location de véhicules, (iii) Optimisation de la gestion et du coût des véhicules grâce à la continuité géographique et à la consolidation de la flotte, et (iv) Renforcement du levier opérationnel au travers notamment du centre de services partagés. La société Locaraise est consolidée depuis le 1^{er} juillet 2016.

1.2 ACQUISITION DE BLUEMOVE PAR UBEEQO

En mai 2016, le Groupe Europcar a acquis, à travers Ubeeqo, une start-up innovante dans le domaine de la mobilité dans laquelle Europcar a pris une participation majoritaire³, l'acquisition de Bluemove, une start-up technologique dans le domaine de la mobilité et le leader de l'auto-partage en Espagne. Cette acquisition fait partie intégrante de sa stratégie visant à devenir la référence de la mobilité urbaine. Bluemove est le leader technologique du marché espagnol de l'auto-partage pour les particuliers et met à disposition des utilisateurs une flotte accessible 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 grâce à une application dédiée. La marque, établie en 2011, jouit d'une bonne notoriété en Espagne, avec une communauté de 47 000 clients enregistrés, et une présence à Madrid, Séville et Malaga, et bientôt à Barcelone et Valence. Bluemove bénéficie d'accords stratégiques avec diverses entités publiques et privées dans toutes les villes où elle est présente, telles que le Consortium régional des transports de Madrid (CRTM). En 2015, Bluemove s'est vu décerner le prix « Customer Value Leadership Award » par Frost & Sullivan.

Cette acquisition permet au Groupe Europcar d'accélérer le développement de l'auto-partage par le biais d'Ubeeqo, en apportant son soutien au déploiement de l'activité grâce à sa base clients, son savoir-faire dans la gestion de flotte et son financement. Ubeeqo est actuellement en train de déployer sa plateforme

¹ La finalisation de cette opération intervenue à la fin du 2e trimestre 2016

² Estimation Groupe Europcar sur la base du résultat 2015.

³ Ubeeqo est consolidée par mise en équivalence dans les comptes du groupe

multimodale qui offre aux clients une expérience de réservation/paiement sans couture avec une présence déjà dans trois pays européens : Belgique, France, Royaume-Uni, en Allemagne et, désormais en Espagne à travers Bluemove.

1.3 EMPRUNT OBLIGATAIRE DE 125 MILLIONS D'EUROS POUR SOUTENIR SON PROGRAMME D'ACQUISITION

Le 2 juin 2016, Europcar Groupe a annoncé le succès d'une émission d'Obligations Assimilables à échéance 2022 pour un montant de 125 millions d'euros à un rendement inférieur de 100 points de base par rapport à l'émission initiale. La réduction des conditions à 4.5140% de rendement le plus défavorable ou 4.8790% de rendement à l'échéance, reflète l'amélioration du profil crédit du Groupe. Ces obligations ont été assimilées aux obligations existantes, portant intérêt au taux fixe de 5.750% et venant à échéance en 2022 émises en juin 2015 pour un montant total nominal de 475 millions d'euros, portant ainsi le montant total de la souche à 600 millions d'euros. Le produit de l'émission s'élève à 131 millions d'euros. Europcar affectera le produit net de ces nouvelles obligations au financement de son programme d'acquisitions ciblées, les franchises et les nouveaux services de mobilité, ainsi qu'aux besoins généraux de l'entreprise.

1.4 INTERRENT POURSUIT SA DYNAMIQUE DE DEVELOPPEMENT ET OUVRE SA 150EME STATION¹ EN SARDAIGNE

En juin 2016, InterRent, la marque low cost du Groupe Europcar, a annoncé l'ouverture de sa 150ème station en Sardaigne à l'aéroport d'Alghero. InterRent est présent dans 40 pays principalement dans les aéroports et les gares ferroviaires. InterRent s'adresse aux clients « loisirs » qui recherchent à la fois un prix compétitif avec un bon niveau de qualité de service, et connaît un fort développement sur un marché low cost en pleine expansion.

1.5 NOUVELLE DYNAMIQUE DE STRATEGIE DU PARCOURS CLIENTS

Au cours du premier semestre 2016, le Groupe a engagé une nouvelle dynamique de sa stratégie de parcours clients, avec le déploiement notamment de deux projets structurants visant à susciter la préférence et la différenciation de la marque :

- Le programme « Customer first », conçu pour offrir une expérience de location améliorée à chacun des clients du Groupe grâce à un programme global qui permettra d'offrir une meilleure qualité de service.
- Le projet dans les aéroports clés dont l'objectif principal est d'améliorer et de différencier le parcours clients aux comptoirs des principaux aéroports où opère le Groupe. Ce projet comprend notamment la gestion des périodes de pointe et des files d'attente, des outils prévisionnels pour la flotte et le personnel, et de nouveaux processus dont la mise en œuvre améliorera la prestation des services aux clients.

2. EVENEMENTS SUBSEQUENTS

2.1. LE GROUPE EUROPCAR INVESTIT DANS WANDERIO, UNE START-UP MULTIMODALE INNOVANTE

En juillet 2016, le Groupe Europcar, a annoncé un investissement minoritaire, via Europcar Lab (son entité dédiée à l'innovation), dans la start-up Wanderio, une plateforme de recherche et de comparaison multimodale. Il s'agit d'une nouvelle étape dans le développement de la stratégie de mobilité d'Europcar dont l'objectif est de proposer une réponse multimodale aux besoins de demain, via son Lab où son cœur de métier,

¹ 150 stations, incluant les Filiales Pays et franchisés

la location de véhicules. Wanderio est une start-up Italienne créée en 2013. Son ambition est de simplifier la vie des consommateurs en leur proposant le meilleur moyen de transport pour aller d'un point A à un point B, suivant deux critères : le prix et la durée du voyage. Sur la même plateforme, les clients peuvent comparer, réserver et payer leurs voyages en avion, train, bus longue distance et transfert d'aéroport avec, à venir, une offre de location de voitures. Avec plus d'un million de voyages déjà planifiés, Wanderio offre des connections à plus de 700 aéroports et plus de 4 000 gares et stations de bus. L'investissement d'Europcar apportera un support important pour augmenter la présence de Wanderio en Europe.

2.2. UNE NOUVELLE ORGANISATION POUR ACCÉLÉRER LE DÉVELOPPEMENT DU GROUPE

Afin d'accélérer le développement de sa stratégie « Go To Market », Europcar Groupe a fait le choix d'une nouvelle organisation par segment ou par « type de service » en favorisant une meilleure prise en compte de ces « Clients » dans un contexte de marchés qui évoluent très vite avec de nouveaux besoins en matière de mobilité.

Afin d'optimiser sa compétitivité et son agilité et d'accélérer son développement, le Groupe souhaite mieux capitaliser sur sa vision orientée client en vue d'assurer une croissance durable. Ainsi, le Directoire a décidé de lancer un projet pour adapter l'organisation du Groupe autour de 5 « business units » reflétant la stratégie de commercialisation du Groupe et un focus important sur les activités liées à son cœur de métier tout en développant de nouvelles opportunités commerciales : (i) BU Cars, (ii) BU Vans & Trucks, (iii) BU Low Cost, (iv) BU New Mobility, et (v) BU International coverage.

3. ANALYSE DES RESULTATS OPERATIONNELS

3.1. INDICATEURS CLES

	2016	2015	variation	variation à taux de change constant
Chiffre d'affaires (en millions d'euros)	947,9	960,5	(1,3)%	0,5%
Produits des activités de location de véhicules (en	882,9	891,1	(0,9)%	0,9%
Nombre de jours de location facturés (en millier)	26,7	26	3,0%	
Chiffre d'affaire par jour de location CPJ (1) (en euros)	33,0	34,3	(3,8)%	(2,0)%
Durée moyenne de location (en jours)	5,7	5,7	0,4%	
Taille moyenne de la flotte (en milliers)	194,7	191,0	1,9%	
Coût mensuel moyen par unité de la flotte/mois en euros	(250)	(256)	(2,4)%	(0,6)%
Taux d'utilisation financière de la flotte	75,5%	75,1%	0,4pt	
Corporate EBITDA ajusté (en millions d'euros)	54,7	60,2	(9,0)%	(7,5)%
Marge Corporate EBITDA ajusté	5,8%	6,3%	(0,5)pt	
Corporate EBITDA ajusté sur les 12 derniers mois (en millions d'euros)	245	231	5,9%	
Marge Corporate EBITDA ajusté sur les 12 derniers mois	11,5%	11,2%	+0,3pt	
Résultat opérationnel IFRS	71,9	19,1		
Résultats net IFRS	2,8	(156,8)		

(1) Le CPJ (chiffre d'affaires par jour) correspond au chiffre d'affaires issu de la location, divisé par le nombre de jours de location pour la période considérée. La variation est calculée par rapport à l'année précédente.

(2) La flotte moyenne de la période est calculée en prenant en compte le nombre de jours de la période pendant laquelle la flotte est disponible (période pendant laquelle le Groupe détient les véhicules), divisé par le nombre de jours de la même période, multiplié par le nombre de véhicules de la flotte durant la période. Au 30 juin 2016, la flotte comptait 245,8 milliers de véhicules contre 236,1 milliers au 30 juin 2015.

(3) Les coûts moyens unitaires de la flotte par mois correspondent aux coûts totaux de la flotte (coûts de détention et d'exploitation de la flotte), à l'exclusion des dépenses d'intérêts comprises dans les charges liées aux contrats de location simple des véhicules de la flotte et des frais d'assurance, divisés par la flotte moyenne de la période, la flotte moyenne de la période étant elle-même divisée par le nombre de mois de la période.

(4) Le taux d'utilisation financière de la flotte correspond au nombre de jours de location rapporté au nombre de jours compris dans la période de disponibilité financière de la flotte, étant précisé que la période de disponibilité financière de la flotte représente la période pendant laquelle le Groupe détient les véhicules.

3.2. COMPARAISON DES RESULTATS OPERATIONNELS

Les commentaires de la présente Section font référence à la présentation IFRS du compte de résultat et aux agrégats de gestion suivis pour le pilotage stratégique du Groupe. Les agrégats de gestion sont établis pour refléter et améliorer la lisibilité des performances économiques du Groupe.

Compte de résultat IFRS			
<i>En millions d'euros</i>	Premier semestre 2016	Premier semestre 2015	Variation
Chiffre d'affaires total	947,9	960,5	(1,3)%
Coûts de détention de la flotte	(248,5)	(254,8)	(2,5)%
Coûts liés à l'exploitation, la location et aux produits des activités ordinaires de la flotte de véhicules	(336,9)	(339,5)	(0,8)%
Charges de personnel	(169,6)	(169,2)	0,2%
Frais généraux du siège et du réseau	(111,0)	(108,1)	2,7%
Dotations aux amortissements – Hors flotte de véhicules	(15,9)	(16,0)	(1,1)%
Autres produits et charges	2,5	2,1	19,0%
Résultat opérationnel courant	68,6	74,9	(8,7)%
Autres produits et charges non courants	3,3	(55,9)	(105,8)%
Résultat opérationnel	71,8	19,1	276,0%
Résultat financier	(55,1)	(170,1)	(67,6)%
Résultat avant impôts	16,8	(151,0)	(111,0)%
Impôt sur le résultat	(11,0)	(1,7)	
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence	(2,9)	(4,1)	(29,3)%
Résultat net	2,8	(156,8)	(101,8)%

Indicateurs de performance suivis par le Management

<i>En millions d'euros</i>	Premier semestre 2016	Premier semestre 2015	Variation
Chiffre d'affaires total	947,9	960,5	(1,3)%
Variation à taux de change constants			0,5%
Coûts de détention de la flotte, hors intérêts estimés inclus dans les locations simples	(226,1)	(229,1)	(1,3)%
Coûts liés à l'exploitation, la location, et aux produits des activités ordinaires de la flotte de véhicules	(336,9)	(339,5)	(0,8)%
<i>Charges de personnel</i>	(169,6)	(169,2)	0,2%
<i>Frais généraux du siège et du réseau</i>	(111,0)	(108,1)	2,7%
<i>Autres produits et charges</i>	2,5	2,1	19,0%
Charges de personnel, frais généraux du siège, du réseau, IT et autres	(278,1)	(275,2)	1,1%
<i>Charges financières nettes relatives aux emprunts destinés au financement de flotte</i>	(29,8)	(30,8)	(3,2)%
<i>Intérêts estimés inclus dans les locations simples</i>	(22,4)	(25,7)	12,8%
Charges financières relatives à la flotte, y compris intérêts estimés inclus dans les locations simples	(52,2)	(56,5)	(7,6)%
Corporate EBITDA Ajusté	54,7	60,2	(9,0)%
<i>Marge (%)</i>	5,8%	6,3%	(0,5) pts
Dotations aux amortissements – Hors flotte de véhicules	(15,9)	(16,0)	(0,6)%
Autres produits et charges non courants	3,3	(55,9)	(105,8)%
Autres charges et produits financiers non relatifs à la flotte	(25,3)	(139,3)	(81,8)%
Résultat avant impôts	16,8	(151,0)	(111,0)%

Le tableau ci-dessous présente le rapprochement du résultat opérationnel courant au Résultat opérationnel courant ajusté, au *Corporate* EBITDA ajusté et à l'EBITDA consolidé ajusté. Le Groupe présente le Résultat opérationnel courant ajusté, l'EBITDA consolidé ajusté et le *Corporate* EBITDA ajusté, car il estime qu'ils offrent aux lecteurs des informations complémentaires importantes pour évaluer la performance du Groupe. Le Groupe estime que ces données sont fréquemment utilisées par les analystes, les investisseurs et autres parties intéressées par l'évaluation de sociétés dans son secteur. En outre, le Groupe estime que les investisseurs, les analystes et les agences de notation examineront le Résultat opérationnel courant ajusté, l'EBITDA consolidé ajusté et le *Corporate* EBITDA ajusté pour mesurer la capacité du Groupe à respecter ses obligations de remboursement de la dette. Ni le Résultat opérationnel courant ajusté, ni l'EBITDA consolidé ajusté, ni le *Corporate* EBITDA ajusté ne constituent une mesure reconnue en vertu des normes IFRS ; ils ne doivent pas être considérés comme une alternative au résultat opérationnel ou au résultat net en tant que mesure des résultats d'exploitation ou aux flux de trésorerie en tant qu'indicateur de liquidité.

En millions d'euros	S1 2016	S1 2015
EBITDA consolidé ajusté	287,0	300,8
Dépréciation de la flotte (IFRS)	-87,3	-85,8
Dépréciation de la flotte incluse dans les contrats de location simple	-92,8	-98,3
<i>Dépréciation de la flotte totale</i>	<i>-180,1</i>	<i>-184,1</i>
Intérêts estimés inclus dans les loyers de locations simples (A)	-22,4	-25,7
Charges financières relatives à la flotte	-29,8	-30,8
<i>Charges financières relatives à la flotte, y compris intérêts estimés inclus dans les locations simples</i>	<i>-52,2</i>	<i>-56,5</i>
EBITDA Corporate Ajusté	54,7	60,2
Dotations aux amortissements	-15,9	-16,0
Extourne des charges financières relatives à la flotte	29,8	30,8
Extourne des intérêts estimés inclus dans les loyers de locations simples	22,4	25,7
Résultat opérationnel courant ajusté	91,0	100,6
Intérêts estimés inclus dans les loyers de locations simples	-22,4	-25,7
Résultat opérationnel courant*	68,6	74,9

*tels que présentés dans le compte de résultat consolidé

(A) Les charges liées aux contrats de location simple des véhicules de la flotte comprennent une charge d'amortissement, une charge d'intérêts, ainsi que, dans certains cas, une faible commission de gestion. Pour les contrats ne prévoyant pas la répartition précise des loyers entre ces éléments, le Groupe procède par conséquent à des estimations de cette ventilation sur la base des informations fournies par les bailleurs. Par ailleurs, la charge d'intérêts comprise dans les contrats de location simple étant en substance un coût de financement de la flotte, la direction d'Europcar examine les coûts de détention de la flotte et le résultat opérationnel ajusté du Groupe en excluant cette charge.

3.2.1. Chiffre d'affaires

Le tableau suivant présente l'évolution du chiffre d'affaires consolidé du Groupe pour les semestres clos les 30 juin 2016 et 2015, au total et par type de produit:

<i>En millions d'euros</i>	Premier semestre 2016	Premier semestre 2015	Variation	Variation à change constant
Produits des activités de location de véhicules	882,9	891,1	(0,9)%	0,9%
Autres produits associés à la location de véhicules ¹	41,6	45,3	(8,2)%	(6,2)%
Produits des activités de franchise	23,4	24,1	(2,9)%	(2,4)%
Chiffre d'affaires total	947,9	960,5	(1,3)%	+0,5%

Le chiffre d'affaires total s'élève à 947,9 millions d'euros contre 960,5 millions d'euros au premier semestre 2015, soit une progression de 0,5% à taux de change constants. Cette progression est due principalement à une croissance de 0,9% à taux de change constants du chiffre d'affaires de location à 882,9 millions d'euros, partiellement compensée par la baisse du prix de l'essence.

Des effets adverses importants et de nombreux challenges (mauvaises conditions météorologiques, les attaques terroristes et les doutes autour du référendum sur le Brexit) combinés à un momentum commercial peu dynamique expliquent cette performance.

Le volume de jours de location a progressé de 3% par rapport au premier semestre 2015 pour atteindre 26,7 millions. Le segment Loisirs a connu une évolution positive au premier semestre, aussi bien pour la marque Europcar® que pour InterRent®, particulièrement dans les pays d'Europe du Sud. Comparé au 1er semestre 2015, la tendance est moins favorable pour le segment corporate, notamment au Royaume Uni avant le référendum sur le Brexit (en particulier dans le segment des véhicules de remplacement), ainsi que dans une moindre mesure, en Belgique suite aux attaques terroristes.

Sur une base consolidée, le revenu moyen par jour a baissé de 2% à taux de change constants, impacté par le succès d'InterRent, dans un environnement commercial peu dynamique pour le Groupe. Le revenu moyen par jour de la marque Europcar a ainsi diminué de 0,5%, tandis que celui de la marque InterRent, dont le modèle est axé sur le volume, a baissé de 1,8%.

Le chiffre d'affaires résultant de la vente de produits liés aux locations de véhicules recule de 3,7 millions d'euros, surtout sous l'effet de la baisse du prix du carburant, sans effet significatif sur la marge.

Les redevances perçues des franchises sont en légère baisse de 2,4% à taux de change constants pour atteindre 23,4 millions d'euros.

3.2.2. Coûts de détention de la flotte

Ces coûts incluent les coûts de détention de la flotte opérée à savoir les charges de dépréciation de la flotte (véhicules acquis et financés via des financements enregistrés au bilan) et les loyers des contrats de location simple relatifs aux véhicules, y compris leur composante financière conformément aux normes comptables (véhicules financés par crédit-bail). Les loyers au titre des contrats de location simple intègrent par nature une composante d'intérêts financiers. Comme expliqué ci-dessous, la comptabilisation des charges financières relatives au financement de la flotte dépend du type de financement (location simple ou autre type de financement). Pour une meilleure lisibilité, le Groupe regroupe, dans son compte de résultat de Gestion, toutes

¹ Dont 2,2 millions d'euros considérés comme Produits des activités de location de véhicules dans les Etats Financiers pour le premier semestre 2016 et 1,9 millions d'euros pour la même période 2015.

les charges financières relatives au financement de la flotte et les analyse ensemble au sein du Corporate EBITDA ajusté et exclut ces charges de son analyse des coûts de détention de la flotte.

Retraitée des charges financières estimées sur les locations simples (soit respectivement 22,4 millions d'euros et 25,7 millions d'euros au premier semestre 2016 et 2015), les coûts de détention de la flotte s'élèvent à 226,1 millions d'euros contre 229,1 millions d'euros en 2015, en baisse de 1,3%. Le Groupe a poursuivi l'optimisation du coût mensuel par véhicule et l'amélioration du taux d'utilisation à 75,5% contre 75,1% au 1^{er} semestre 2015 dans un contexte de croissance de l'activité et de préparation de la saison estivale.

3.2.3. Coûts liés à l'exploitation, à la location et aux produits des activités ordinaires de la flotte de véhicules

Au premier semestre 2016, les coûts liés à l'exploitation de la flotte de véhicules s'élèvent à 336,9 millions d'euros en légère baisse de 0,8%, malgré l'augmentation du chiffre d'affaires à taux de change constants. L'optimisation des coûts variables de la flotte hors coûts d'acquisition (tels que maintenance, réparation, assurance etc.) a en effet permis de compenser la hausse des commissions et redevances en lien avec la progression de l'activité

3.2.4. Charges de personnel

Au premier semestre 2016, les charges de personnel s'établissent à 169,6 millions d'euros et sont stables par rapport à 2015. A taux de change constants, elles augmentent de 1,9% notamment en lien avec le réseau d'agences du Groupe, du fait de la progression de l'activité en particulier pour la marque InterRent.

3.2.5. Frais généraux du siège et du réseau

Au 1^{er} semestre 2016, les frais généraux du siège et du réseau s'élèvent à 111,0 millions d'euros en augmentation de 2,7 %. Cette augmentation résulte principalement de la poursuite des investissements du groupe notamment pour renforcer ses systèmes d'information afin de mieux répondre aux besoins de ses clients ainsi que du développement du périmètre InterRent.

3.2.6. Autres produits et charges non courants

Au premier semestre 2016, les autres produits et charges non courants représentent un produit net de 3,3 millions d'euros. Les charges de réorganisation de 5,2 millions d'euros ont été plus que compensées par un produit de 8,9 millions d'euros lié à la résolution d'un litige fiscal (Cf. la Note 17 aux états financiers consolidés pour le semestre clos le 30 juin 2016).

Pour mémoire, au 1^{er} semestre 2015, les autres produits et charges non courants prenaient la forme d'une charge de 55,9 millions d'euros, se décomposant notamment comme suit :

- des charges de réorganisation de 19,6 millions d'euros, y compris des coûts de licenciement liés à la restructuration du réseau allemand et de certains sièges locaux.
- les commissions et honoraires liés à l'introduction en bourse, à hauteur de 8,6 millions.
- une provision basée sur une estimation du risque financier relatif à la procédure avec l'Autorité française de la Concurrence, si celle-ci décidait d'imposer une amende nonobstant les moyens de défense soulevés par le Groupe. Cf. la Note 17 aux états financiers consolidés pour le semestre clos le 30 juin 2016 ; et
- une reprise de provision nette liée à la signature d'un accord transactionnel avec Enterprise le 29 avril 2015, mettant fin à l'ensemble des procédures avec cette société.

3.2.7. Corporate EBITDA Ajusté

Le *Corporate EBITDA Ajusté* est égal au résultat opérationnel courant, avant amortissements non liés à la flotte de véhicules, et après déduction des charges d'intérêt liées à la dette servant au financement de la flotte. Le niveau du *Corporate EBITDA Ajusté* fluctue fortement selon la saison.

Au 1^{er} semestre 2016, le *Corporate EBITDA Ajusté* atteint 54,7 millions d'euros, contre 60,2 millions d'euros au premier semestre 2015, reflétant la stratégie d'investissement du Groupe, qui vise à soutenir la croissance future tout en tirant parti de l'excellence opérationnelle du Groupe. Dans le cadre de cette stratégie, le Groupe a notamment poursuivi le déploiement de la marque et du réseau InterRent (qui a ouvert sa 150^{ème} station en juin 2016, en Sardaigne¹), ainsi que ses investissements dans des programmes liés au parcours clients (CRM, projet aéroports, etc.), dans l'IT et dans Europcar Lab. En outre, Europcar a continué de gérer efficacement ses coûts fixes et variables en amont de la saison estivale.

3.2.8. Résultat financier

Le résultat financier est une charge nette de 55,1 millions d'euros au premier semestre 2016 contre 170,1 millions d'euros au premier semestre 2015. En 2016, ce poste comprend principalement :

- à hauteur de 29,8 millions d'euros, des charges d'intérêts relatives aux emprunts destinés au financement de la flotte portés au bilan, contre 30,8 millions d'euros l'an dernier. La hausse de la dette moyenne de la flotte en lien avec la progression de l'activité a été compensée par la baisse des taux d'intérêts suite au refinancement intervenus au 2^e trimestre 2015 (cf. la section 4 ci-dessus)
- à hauteur de 14,7 millions d'euros, des charges d'intérêt relatives à d'autres emprunts (principalement obligations subordonnées dans la dette corporate) contre 42,9 millions d'euros. Cette amélioration sensible reflète le succès de la réorganisation de la structure du capital suite à l'introduction en bourse le 26 juin 2015 qui a permis le remboursement et le refinancement des Obligations Corporate intervenues à cette même date (cf. la section 4 ci-dessus) ;
- à hauteur de 10,7 millions d'euros d'autres charges et produits financiers, majoritairement non cash, dont l'amortissement des coûts de refinancement et les différences de change (Cf. la Note 7 aux états financiers consolidés pour le semestre clos le 30 juin 2016)

En 2015, résultat financier comprenait en outre des éléments non récurrents liés à l'introduction en bourse et à la réorganisation de la structure du capital, en particulier :

- à hauteur de 56 millions d'euros, le prix du remboursement à la fois des obligations subordonnées existantes, échéance 2017, (324 millions d'euros), portant intérêt à 11,5% et des obligations subordonnées existantes 2018, portant intérêt à 9,375% ; et
- à hauteur de 27 millions d'euros, la dépréciation des frais de transaction relatifs à ces Obligations, du fait de leur remboursement.

3.2.9. Impôt sur le résultat

Au premier semestre 2016, le Groupe a généré une charge d'impôt de 11,0 millions d'euros, contre une charge de 1,7 million d'euros en 2015. La différence s'explique principalement par l'impact des effets non récurrents sur le résultat avant impôts du premier semestre 2015.

¹ Comprend les pays *corporate* et les pays franchisés

3.2.10. Quote-part dans le résultat des entreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence

La quote-part dans le résultat des entreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence représente une perte de 2,9 millions d'euros contre 4,1 millions d'euros au premier semestre 2015. Elle est constituée des coûts de développement de Car2go Europe et d'Ubeeqo qui poursuit son développement dans les pays Corporate du groupe.

3.2.11. Résultat net

Le bénéfice net pour le premier semestre 2016 s'élève à 2,8 millions d'euros, par rapport à une perte de 156,8 millions durant la même période de l'exercice 2015. Cette progression reflète le succès de la réorganisation de la structure du capital suite à l'introduction en bourse (approximativement 92 millions d'euros) à la fin du deuxième trimestre 2015, alors que le 1er semestre 2015 avait également été impacté par d'autres éléments non récurrents (incluant principalement l'impact net négatif de certaines procédures (environ 27 millions) et les coûts de réorganisation liés au déploiement du plan de transformation Fast Lane (20 millions d'euros)).

3.3. CHIFFRE D'AFFAIRES ET CORPORATE EBITDA AJUSTE PAR SEGMENT OPERATIONNEL

3.3.1. Europe

Le tableau ci-dessous présente (i) la répartition du chiffre d'affaires généré en Europe par Filiales Pays et dans les autres pays d'Europe et (ii) le *Corporate* EBITDA Ajusté généré en Europe pour les semestres clos les 30 juin 2016 et 2015 :

<i>En millions d'euros</i>	Premier semestre 2016	Premier semestre 2015	Variation	variation à taux de change constant
Chiffre d'affaires				
Allemagne	252,8	256,1	(1,2)%	
Royaume-Uni	189,4	214,3	(11,6)%	(6,0)%
France	159,2	160,0	(0,5)%	
Autres pays d'Europe	266,4	249,4	6,8%	
Autres pays d'Europe (franchises)	8,8	8,5	3,1%	
Europe	876,7	888,4	(1,3)%	0,1%
Corporate EBITDA Ajusté (Europe)	19,9	31,8	(37,2)%	(35,8)%

Chiffre d'affaires

Entre les premiers semestres de 2015 et de 2016, le chiffre d'affaires du secteur opérationnel Europe est stable à taux de change constants à 876,7 millions d'euros pour le premier semestre 2016. Les pays du sud de l'Europe ont connu une croissance soutenue sur le premier semestre 2016 notamment portée par InterRent qui croît très fortement dans l'ensemble des pays corporate et se développe également au travers du réseau des franchisés. Les pays d'Europe du Nord, en particulier le Royaume Uni, ont évolué dans un environnement économique ou commercial moins porteur, situation amplifiée par les conditions météorologiques parfois défavorables.

- Allemagne

Au premier semestre 2016, le chiffre d'affaires généré par le Groupe en Allemagne est en légère baisse de 1,2% à 252,8 millions d'euros. Le segment Petites et Moyennes Entreprises et InterRent ont connu une croissance significative sur la période en lien avec des plans de développement très volontaristes mis en œuvre. Cependant cette croissance n'a pas parfaitement compensé un environnement commercial moins porteur notamment sur le segment Corporate.

- Royaume-Uni

Le chiffre d'affaires généré par le Groupe au Royaume-Uni est en baisse de 6,0% à taux de change constants, à 189,4 millions d'euros pour le semestre clos le 30 juin 2016. Après un premier trimestre marqué par des conditions météorologiques défavorables ayant entraîné une baisse des volumes de l'activité Car Replacement, le second trimestre a été marqué par une attitude attentiste sur le segment Corporate en amont du référendum sur le Brexit. Dans ce contexte difficile le Royaume-Uni est parvenu à augmenter légèrement son taux d'utilisation de la flotte qui est parmi les plus élevés du Groupe.

- France

Le chiffre d'affaires généré par le Groupe en France est quasi stable à 159,2 millions d'euros au premier semestre 2016. Dans un contexte de préparation de la saison estivale, le Groupe s'est attaché à maintenir l'équilibre entre la croissance des volumes et l'évolution des prix tout en préservant le taux d'utilisation de sa flotte, malgré des conditions météorologiques particulièrement défavorables et l'effet des grèves au 2^e trimestre 2016.

Corporate EBITDA Ajusté

Au premier semestre 2016, le *Corporate* EBITDA Ajusté du Groupe en Europe est en baisse de 11,9 millions d'euros à 19,9 millions d'euros. Malgré l'impact défavorable sur le *Corporate* EBITDA Ajusté de l'environnement économique et commercial moins porteur sur l'Europe du Nord, le Groupe a poursuivi ses investissements pour soutenir sa croissance tant pour la saison estivale qu'à plus long terme.

3.3.2. Reste du Monde

Le tableau ci-dessous présente le chiffre d'affaires et le *Corporate* EBITDA Ajusté générés dans le Reste du Monde pour les semestres clos les 30 juin 2016 et 2015 :

<i>En millions d'euros</i>	Premier semestre 2016	Premier semestre 2015	Variation	variation à change constant
Chiffre d'affaires	73,4	74,9	(1,9)%	3,9%
Corporate EBITDA Ajusté	12,8	12,2	5,6%	8,4%

Le chiffre d'affaires généré du Reste du Monde progresse de 3,9% à taux de change constants. Cette évolution est notamment portée par les pays corporate Australie et Nouvelle-Zélande sous l'effet de la croissance combinée du nombre de jours de location et du revenu par jour.

Le *Corporate* EBITDA Ajusté du Groupe dans le Reste du Monde augmente de 8,4% à taux de change constants à 12,8 millions d'euros pour le premier semestre 2016. La marge progresse de 1,2 point à 17,4 %, portée par la croissance du chiffre d'affaires.

3.3.3. Élimination et Holdings

Le tableau ci-dessous présente le chiffre d'affaires réalisé par le secteur Élimination et Holdings et le *Corporate* EBITDA Ajusté correspondant pour les premiers semestres de 2016 et de 2015 :

<i>En millions d'euros</i>	Premier semestre 2016	Premier semestre 2015	Variation
Chiffre d'affaires	(2,2)	(2,8)	(19,5)%
Corporate EBITDA Ajusté	21,9	16,2	35,2%

Le *Corporate* EBITDA Ajusté du secteur Élimination et Holdings augmente de 5,7 millions d'euros, à 21,9 millions d'euros pour le premier semestre 2016. Cette augmentation est avant tout liée à la fin du contrat de sponsoring de l'équipe Team Europcar cycling à la fin de l'année 2015, ainsi qu'à une baisse de charge financière et une augmentation de la facturation des frais de Holdings aux Filiales Pays ; cette dernière n'a pas eu d'impact au niveau du groupe consolidé mais au niveau des segments.

4. LIQUIDITE ET SITUATION FINANCIERE

4.1. APERÇU

Le 26 juin 2015, Europcar Groupe a levé environ 475 millions d'euros via son introduction en bourse. Ce montant a permis de rembourser par anticipation un premier emprunt obligataire de 324 millions d'euros qui portait intérêt à 11,50 % et qui n'était remboursable qu'en cas d'introduction en bourse. Le Groupe a ensuite refinancé par anticipation son second emprunt obligataire de 400 millions d'euros qui portait intérêt à 9,375 % via un nouvel emprunt obligataire de 475 millions d'euros à 5,75 %. À l'issue de ces transactions, le Groupe, qui n'a plus qu'un seul emprunt obligataire corporate, a donc sensiblement simplifié sa structure financière et réduit son endettement et ses frais financiers corporate.

Au cours du premier semestre 2016, le Groupe a saisi l'opportunité d'émettre de nouvelles obligations à des conditions très favorables. Le 2 juin, le Groupe a ainsi procédé avec succès à l'augmentation de sa souche obligataire 2022 (montant nominal initial : 475 millions d'euros) pour un montant total de 125 millions d'euros. Avec un rendement à l'échéance de 4,8790%, ce produit représente une amélioration de 100 points de base par rapport à l'émission initiale. Le produit de l'émission s'est élevé à 131 millions d'euros que le Groupe a affectés au financement de son programme d'acquisition ainsi qu'aux besoins généraux de l'entreprise.

En outre, le Groupe est fortement axé sur la génération de trésorerie et les flux de trésorerie disponibles corporate se sont élevés à 82 millions d'euros sur le 1^{er} semestre 2016.

En conséquence la Dette nette corporate s'établit à 200 millions d'euros au 30 juin 2016 (contre 235 millions d'euros au 31 décembre 2015). Le levier d'endettement corporate¹ s'établit à 0.8x à fin juin 2016.

4.2. DETTE NETTE TOTALE

À la date du 30 juin 2016, le montant total de la Dette nette Corporate du groupe s'élève à 200 millions d'euros contre 235 millions d'euros au 31 décembre 2015.

À cette même date, la Dette nette flotte totale, incluant les engagements hors bilan liés à la flotte, adossée à des actifs s'élève à 3 555 millions d'euros, contre 3 460 millions d'euros au 30 juin 2015 (2 821 millions d'euros au 31 décembre 2015). Sur ce montant, une quote-part de 1 744 millions d'euros figure au bilan, le solde, soit 1 811 millions d'euros, correspondant à des contrats de location simple. La valeur estimée de l'encours lié aux véhicules financés au moyen de contrats de location simple correspond à la valeur nette comptable des véhicules concernés ; ce montant est déterminé à partir des prix d'acquisition et des taux d'amortissement des véhicules correspondants (sur la base des contrats signés avec les constructeurs). Conformément au référentiel IFRS, ce montant n'est pas comptabilisé au bilan. En outre, le ratio dette/valeur (loan to value ratio / LTV ratio) au 30 juin 2016 s'élevait à 89,8%².

¹ Défini comme étant le ratio de la dette nette *Corporate* sur le *Corporate* EBITDA Ajusté des 12 derniers mois.

² Correspond à l'endettement de Securitifleet Holding, des Sociétés Securitifleet et de EC Finance plc (montant total de 1 451 millions d'euros à la date de test) divisé par la valeur totale des actifs nets au bilan de ces sociétés (soit 1 302 millions d'euros au 30 juin 2016).

Le tableau ci-dessous présente le détail de la Dette nette Corporate et de la Dette nette totale (y compris la valeur estimée de l'encours lié aux véhicules financés au moyen de contrats de location simple).

En millions d'euros	Au 30 juin	Au 31 déc.
	2016	2015
Obligations subordonnées non garanties, 5,75%, échéance 2022 (A)	600	475
Facilité de crédit de 1er rang renouvelable existante	0	81
Obligations FCT junior (B), intérêts courus non échus, Coûts capitalisés des contrats de financement et autres (C) (D)	(189)	(150)
Dette brute Corporate	411	406
Investissements à court terme et trésorerie détenue par les entités opérationnelles(E)	(211)	(171)
Dette nette Corporate	200	235
Obligations de premier rang garanties, 5,125%, échéance 2021	350	350
Facilité de crédit de 1 ^{er} rang renouvelable destinée au financement de la flotte	859	658
Obligations FCT junior (B), Coûts capitalisés des contrats de financement et autres	174	142
Financement de la flotte au Royaume-Uni, en Australie et autres facilités de financement de la flotte	509	509
Dette brute flotte enregistrée au bilan	1 892	1 659
Investissements de court terme et trésorerie détenue par les entités détenant la flotte	(148)	(161)
Dette nette flotte enregistrée au bilan	1 744	1 498
Valeur estimée de l'encours lié aux véhicules financés au moyen de contrats de location simple, hors bilan (F)	1 811	1 323
Dette nette flotte totale incluant les engagements hors bilan liés à la flotte	3 555	2 821
Dette nette totale incluant les engagements hors bilan liés à la flotte	3 755	3 057

(A) En juin 2016, le Groupe a émis de nouvelles obligations pour un montant total de 125 millions d'euros. Ces obligations sont assimilées aux obligations existantes, portant intérêt au taux fixe de 5.750% et venant à échéance en 2022 émises en juin 2015 pour un montant total nominal de 475 millions d'euros, portant ainsi le montant total de la souche à 600 millions d'euros.

(B) Le produit de la souscription des Obligations FCT Junior souscrites par Europcar International SAS (« ECI ») permet le rehaussement global du crédit et, lorsque cela est applicable, une liquidité supplémentaire. Les Obligations FCT Junior ne sont utilisées que pour financer les besoins de la dette de la flotte. Les Obligations FCT Junior sont souscrites par ECI avec la trésorerie disponible ou par des tirages au titre de la facilité de crédit.

(C) Pour les pays où les coûts de la flotte ne sont pas financés par des entités dédiées (par exemple, par les entités Securitifleet), la trésorerie utilisée pour financer la flotte, qui aurait pu être financée par la dette de la flotte, est retraitée de la dette nette de la flotte avec un ratio sans risque (de-risk ratio).

(D) Y compris les intérêts courus non échus sur actifs financiers (Euroguard).

(E) Comprend notamment le programme d'assurance du Groupe

(F) La valeur estimée de l'encours lié aux véhicules financés au moyen de contrats de location simple correspond à la valeur nette comptable des véhicules concernés ; ce montant est déterminé à partir des prix d'acquisition et des taux d'amortissement des véhicules correspondants (sur la base des contrats signés avec les constructeurs). La direction financière de la Société s'assure de la cohérence des données externes qui lui sont transmises.

4.3. ANALYSE DES FLUX DE TRESORERIE CORPORATE DISPONIBLES

4.3.1. Aperçu

Le Groupe, dans son examen de la liquidité, retient l'indicateur des flux de trésorerie *Corporate* disponibles (*free cash-flow*).

Le Groupe estime que l'indicateur des « flux de trésorerie *Corporate* disponibles » est pertinent car il permet une analyse de la génération de trésorerie du Groupe basée sur ses activités opérationnelles, y compris les charges nettes financières relatives aux emprunts destinés au financement de la flotte, sans prendre en compte (i) les décaissements liés au refinancement de dettes, (ii) les charges qui de par leur nature exceptionnelle ne sont pas représentatives des tendances des résultats du Groupe et (iii) les mouvements de trésorerie relatifs à la flotte analysés de façon distincte car le Groupe réalise ses acquisitions de véhicules grâce à des financements *Asset Backed*.

Le tableau ci-dessous fait apparaître le calcul des flux de trésorerie *Corporate* disponibles, ainsi que le regroupement de certains éléments jugés significatifs pour l'analyse des flux de trésorerie du Groupe, tels que notamment les flux de trésorerie liés à l'évolution de la flotte de véhicules de location, des créances clients et dettes fournisseurs liées à la flotte et au financement de la flotte et autres facilités finançant les besoins en fonds de roulement, principalement utilisées pour les besoins liés à la flotte. Cette présentation diffère du tableau des flux de trésorerie conforme au référentiel IFRS, principalement par le regroupement analytique opéré et par les éléments n'affectant pas les flux de trésorerie, qui varient en fonction de l'agrégat financier utilisé comme point de départ (dans le cas présent, le *Corporate* EBITDA ajusté, tel que présenté ci-dessous, alors que le tableau de flux de trésorerie IFRS part du résultat avant impôt).

Flux de trésorerie de gestion	Premier semestre 2016	Premier semestre 2015
<i>En millions d'euros</i>		
Corporate EBITDA ajusté	55	60
Autres produits et charges non courants	3	(25)
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles, retraitée de la valeur nette des actifs cédés	(13)	(12)
Variations du besoin en fonds de roulement hors flotte de véhicules et provisions	37	22
Impôts recouverts / payés	0	(21)
Flux de trésorerie Corporate disponibles	82	24
Intérêts net payés sur les emprunts <i>High Yield</i>	(13)	(51)
Flux de trésorerie après paiements des intérêts High Yield	69	(27)
Variation de la flotte de véhicules, du besoin en fonds de roulement et des financements de la flotte et facilités de BFR	(150)	(142)
Acquisitions de filiales, nettes de la trésorerie acquise et autres opérations d'investissements	(1)	(9)
Augmentation de capital	0	464
Émission et remboursement d'Obligations <i>High Yield</i>	131	(252)
Paie ment de coûts de financement et de prime de remboursement	(3)	(69)
Augmentation / (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie avant incidence des différences de conversion	46	(35)
<i>Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture</i>	229	206
<i>Incidence des différences de conversion</i>	(1)	2
<i>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture</i>	274	174

4.3.2. Flux de trésorerie Corporate disponibles

Les flux de trésorerie *Corporate* disponibles sont définis comme les flux de trésorerie disponibles, avant les impacts liés à la flotte de véhicules, refinancements et acquisitions de filiales. Les flux de trésorerie disponibles se sont traduits par une entrée de trésorerie de 82 millions d'euros au premier semestre 2016, contre 24 millions d'euros au premier semestre 2015 soit une augmentation de 58 millions d'euros.

- *Corporate EBITDA Ajusté.* Le *Corporate EBITDA Ajusté* atteint 55 millions d'euros, contre 60 millions d'euros au premier semestre 2015, reflétant un chiffre d'affaires en léger recul de 1.3% mais aussi la stratégie d'investissement du Groupe, qui vise à soutenir la croissance future tout en tirant parti de l'excellence opérationnelle du Groupe.
- *Autres produits et charges non courants.* Cette ligne qui s'élève à + 3 millions d'euros au 1^{er} semestre 2016 contre -25 millions d'euros au 1^{er} semestre 2015, intègre notamment les sorties de trésorerie liées aux programmes de réorganisation lancés dans le cadre de Fast Lane. En outre, en 2016, elle intègre le remboursement de paiements de taxes (paiements qui étaient intervenus fin 2015) liés à des exercices antérieurs alors que le premier semestre 2015 avait été impacté principalement par certaines procédures et les coûts de l'introduction en bourse.
- *L'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles.* Ce poste comprend principalement les investissements informatiques et est en légère augmentation par rapport à l'année dernière en phase avec la stratégie du Groupe.
- *Les variations de BFR hors flotte de véhicules et de provisions.* En 2016, les variations de BFR hors flotte s'élève à 37 millions d'euros traduisant l'amélioration des procédures dans l'optimisation de la gestion de trésorerie.
- *L'impôt recouvré / payé.* L'amélioration de 21 millions d'euros de la ligne impôt est principalement liée à des différences de timings de paiements entre 2015 et 2016 ainsi que d'éléments non récurrents sur 2015.

4.3.3. Autres éléments des flux de trésorerie

Le paiement des intérêts sur les emprunts *High Yield* s'élève à 13 millions d'euros sur le premier semestre 2016 alors qu'il s'est élevé à 51 millions d'euros l'année dernière. Fin juin 2015, ces 51 millions d'euros correspondaient aux intérêts des deux emprunts obligataires de 324 millions d'euros et de 400 millions d'euros. Ces deux *High Yields* ont été refinancés fin juin 2015 et les intérêts échus au 29 juin 2015 ont été payés à cette date avec le remboursement du capital. Fin juin 2016, les 13 millions d'euros correspondent au nouveau financement Corporate de 475 millions d'euros passé à 600 millions en juin 2016, avec une marge significativement inférieure.

Le 2 juin 2016, le Groupe a émis de nouvelles obligations pour un montant total de 125 millions d'euros. Ces obligations sont assimilées à des obligations existantes et portent le montant total de la souche à 600 millions d'euros. L'amélioration du profil crédit du Groupe, les conditions de marché et l'appétit des investisseurs pour les perspectives de l'entreprise ont permis un produit brut d'émission de 131 millions d'euros.

La variation de la flotte de véhicules, du besoin en fonds de roulement et des financements de la flotte et facilités de BFR de 150 millions d'euros sur le premier semestre 2016 reflète principalement le remboursement du tirage du Revolving Credit Facility suite à l'entrée de trésorerie consécutive à l'émission des nouvelles obligations pour 125 millions d'euros en juin et dans une moindre mesure de décalages temporaires entre la livraison d'une commande de véhicule et son paiement et la possibilité de faire entrer ces véhicules dans la titrisation et donc son financement.

Le paiement de coûts de financement pour 3 millions représente les frais d'émission des nouvelles obligations.

Pour rappel, les flux de trésorerie de gestion du premier semestre 2015 ont été impacté par :

- Le produit brut de l'introduction en bourse s'élève à 475 millions d'euros. À la date du 30 juin 2015, les frais déjà payés représentaient 11 millions d'euros, sur les 34 millions d'euros du coût total engagé (dont environ 25 millions d'euros déduits des primes d'émission).
- L'obligation, échéance 2022, de 475 millions d'euros a été émise au prix d'émission de 99,289%, et représente une entrée de trésorerie de 471,6 millions d'euros. Elle est assortie d'un taux d'intérêt de 5,75%.
- Le produit de cette introduction en bourse et de l'émission de ces nouvelles obligations ont essentiellement servi à rembourser les obligations subordonnées existantes, échéance 2017, à hauteur de 324 millions d'euros, et les obligations subordonnées existantes, échéance 2018, à hauteur de 400 millions d'euros, ainsi qu'à payer les primes de remboursement correspondantes, pour un montant total de 56 millions d'euros.

4.4. ANALYSE DES FLUX DE TRESORERIE IFRS

Les principaux facteurs qui déterminent les flux de trésorerie du Groupe sont sa performance opérationnelle, reflétée dans son résultat opérationnel avant variation du besoin en fonds de roulement, les flux liés aux opérations de financement, les intérêts sur sa dette Corporate, les flux relatifs aux acquisitions et cessions de la flotte et les flux liés aux investissements.

<i>(En millions d'euros)</i>	Semestres clos le 30 juin	
	2016	2015
Flux nets de trésorerie générés par l'activité	(240,4)	(401,9)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(10,2)	(24,1)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	297,0	392,4
Augmentation / (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie après incidence des différences de conversion.....	46,4	(33,6)

4.4.1. Flux nets de trésorerie générés par l'activité

Le tableau ci-après résume les flux nets de trésorerie générés par l'activité du Groupe au titre des premiers semestres de 2015 et de 2016.

<i>En millions d'euros</i>	Semestres clos le 30 juin	
	2016	2015
Résultat opérationnel avant variation du besoin en fonds de roulement	52,8	52,8
Variations de la flotte de véhicules et du besoin en fonds de roulement lié à la flotte de véhicules	(319,8)	(394,7)
Variations du besoin en fonds de roulement hors flotte de véhicules	73,3	47,5
Trésorerie provenant des activités opérationnelles	(193,7)	(294,4)
Impôts recouverts / payés	0,1	(20,9)
Intérêts nets payés	(46,8)	(86,7)
Flux nets de trésorerie générés par l'activité	(240,4)	(401,9)

Trésorerie provenant des activités opérationnelles

La trésorerie provenant des activités opérationnelles représente une sortie de trésorerie de 193,7 millions d'euros au premier semestre 2016 contre une sortie de trésorerie de 294,4 millions d'euros au premier semestre 2015.

Le résultat opérationnel avant variation du besoin en fonds de roulement est quasi stable entre ces deux périodes. La variation de la flotte de véhicules et du besoin en fonds de roulement lié à la flotte de véhicules s'élève à 320 millions d'euros au premier semestre 2016 contre 395 millions d'euros sur la même période l'année dernière, ces mouvements correspondent aux achats de véhicule au bilan pour préparer la saison estivale. Sur le premier semestre 2016, la variation est inférieure de 74 millions d'euros à celle de l'année précédente sur la même période reflétant notamment le choix du financement de la flotte via le bilan ou via des operating leases (non comptabilisés au bilan conformément aux normes IFRS), dans un contexte d'augmentation de la flotte pour soutenir la croissance du chiffre d'affaires..

Par ailleurs, la variation du besoin en fonds de roulement hors flotte de véhicules est positive de 73 millions d'euros à fin juin 2016. Cette variation traduit l'amélioration de nos procédures dans l'optimisation de notre gestion de trésorerie.

Impôts recouvrés/payés

La situation de trésorerie d'impôts neutre du premier semestre 2016 alors que le Groupe reportait une sortie de trésorerie de 21 millions d'euros sur l'année dernière sur la même période est principalement liée à des différences de timings paiements entre 2015 et 2016 ainsi que d'éléments non récurrents sur 2015.

Intérêts nets payés

Les intérêts nets payés constituent une sortie de trésorerie de 46,8 millions d'euros au premier semestre 2016, contre une sortie de trésorerie de 86,6 millions d'euros au premier semestre 2015. Cette baisse est liée principalement à l'effet favorable du refinancement des obligations High Yield Corporate en juin 2015 ainsi qu'aux meilleures conditions sur le Senior Revolving Asset Facility et Revolving Credit Facility renégociés également au deuxième trimestre 2015 dans un contexte de croissance de la flotte.

4.4.2. Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement

Le tableau ci-après résume les flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement du Groupe au titre des semestres clos les 30 juin 2016 et 2015.

<i>En millions d'euros</i>	Semestres clos le 30	
	juin,	
	2016	2015
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(16,3)	(12,1)
Produits de la cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	3,4	0,6
Variation des autres investissements et prêts	2,8	-
Acquisitions et produits de la cession d'actifs financiers	-	(6,7)
Acquisitions de filiales, nettes de la trésorerie acquise	-	(6,0)
Cession de filiales, nette de la trésorerie cédée	-	-
Dividendes reçus des entreprises associées	-	-
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(10,2)	(24,1)

Les flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement s'élèvent à 10 millions d'euros au 30 juin 2016 et à 24 millions d'euro au 30 juin 2015. Les acquisitions nettes des produits de cession sont en légère augmentation par rapport à l'année dernière et comprennent principalement les investissements informatiques en ligne avec la stratégie du Groupe. Au premier semestre 2015, les investissements comprenaient également la souscription à l'augmentation de capital de Car2Go Europe à hauteur de 6 millions d'euros.

4.4.3. Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement

Le tableau ci-après résume les flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement du Groupe au titre des semestres clos les 30 juin 2016 et 2015.

<i>En millions d'euros</i>	Semestres clos le 30 juin	
	2016	2015
Augmentation de capital	-	464,0
Nouvelles obligations	130,6	471,6
Remboursement des obligations	-	(780,0)
Variation des autres emprunts	171,7	249,2
Païement de coûts de transactions	(2,4)	(12,5)
(Achats)/Ventes d'actions propres	(2,8)	
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	297,0	392,4

Les flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement représentent une entrée de trésorerie de 297,0 millions d'euros au premier semestre 2016, contre une entrée de trésorerie de 392,4 millions d'euros au premier semestre 2015. Outre les transactions de financement habituelles, essentiellement liées à la flotte sur ces deux périodes, les flux du premier semestre 2016 ont été impactés par l'émission des nouvelles obligations pour 131 millions d'euros qui ont entraîné le remboursement provisoire du Revolving Credit Facility. Au 1^{er} semestre 2015, l'introduction en bourse et la restructuration de la structure financière du groupe ont fortement impacté les flux de trésorerie générés par l'activité de financement.

5. PROCEDURES ADMINISTRATIVES, JUDICIAIRES ET D'ARBITRAGE

Les principaux litiges et procédures qui sont en cours ou qui ont évolué au cours du 1^{er} semestre 2016 sont décrits à la Note 17 des États financiers condensés intérimaires du premier semestre 2016.

Litige avec Philippe Guillemot clos le 5 juillet 2016

Suite à sa révocation en qualité de Directeur Général le 13 février 2012, Philippe Guillemot a déposé une requête contre la Société pour le paiement de l'indemnité de séparation incluse dans sa convention de mandat, s'élevant approximativement à 2,5 millions d'euros. La Société a soutenu que Philippe Guillemot a été renvoyé pour faute lourde et qu'en conséquence, aucune indemnité ne lui était due. En première instance, le Tribunal de commerce de Versailles s'est prononcé en faveur de Philippe Guillemot. Dans une décision du 1er juillet 2014, la Cour d'appel de Versailles a renversé cette décision dans toutes ses dispositions, se prononçant en faveur de la Société. Philippe Guillemot s'est pourvu en cassation. La décision rendue par la Cour de cassation en date du 5 juillet 2016 a confirmé le jugement de la Cour d'appel de Versailles en faveur de la Société.

6. TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES

Se reporter à la Note 20 des États financiers condensés intérimaires du premier semestre 2016.

7. PERSPECTIVES REVISEES POUR L'EXERCICE 2016

Les perspectives en termes de chiffre d'affaires et de Corporate EBITDA ajusté ainsi que de distributions présentées ci-dessous sont fondées sur des données, hypothèses et estimations considérées comme raisonnables par la direction du Groupe. Elles sont susceptibles d'évoluer ou d'être modifiées en raison des incertitudes liées notamment à l'environnement économique, financier, concurrentiel et/ou réglementaire, en raison d'autres facteurs qui sont imprévisibles ainsi que de certaines opérations, le cas échéant. En outre, la matérialisation de certains risques décrits dans le Chapitre 2 « Facteurs de risques » du Document de référence 2015 pourrait avoir un impact sur les activités du Groupe et sa capacité à mettre en œuvre ces perspectives.

Aucune assurance ne peut être donnée que les résultats qui seront réalisés par le Groupe seront en ligne avec les prévisions ci-dessous. Enfin, il est rappelé que le Groupe considère que le Corporate EBITDA ajusté, mesure à caractère non strictement comptable, est un indicateur pertinent des performances opérationnelles et financières du Groupe.

Dans le cadre d'un environnement économique et opérationnel affaibli notamment par le Brexit et les attaques terroristes en Europe, et d'une dynamique commerciale moins soutenue, le Groupe entend capitaliser pleinement sur la solidité de son modèle peu risqué tout en se concentrant de façon accrue sur la commercialisation de ses services et la poursuite des investissements pour la croissance future. La Société a en conséquence révisé ses perspectives pour l'exercice 2016 telles que fournies dans le Document de référence 2015 (voir section 3.7):

- Légère hausse du chiffre d'affaires à périmètre et taux de change constants (croissance organique)¹, contre une augmentation comprise entre 3 % et 5 % à périmètre et taux de change constants précédemment.
- Corporate EBITDA Ajusté au-dessus des 251 million d'euros générés en 2015, contre Corporate EBITDA Ajusté supérieur à 275 millions d'euros. Cette nouvelle estimation est basée sur un taux de change de 1,20 £/€ pour le deuxième semestre 2016. Les perspectives précédentes étaient basées sur un taux de change de 1,43 £/€ pour l'exercice 2016
- Taux de conversion du Corporate EBITDA ajusté en Flux de trésorerie *corporate* disponibles d'au moins 50%

En outre, la Société a confirmé son objectif de proposer à ses actionnaires de distribuer, à compter de 2017, un montant annuel représentant au moins 30 % de son résultat net annuel de l'exercice précédent. Sa politique de distribution de dividendes (voir la Section 6.7.1 « Politique de distribution de dividendes » du Document de Référence 2015) prendra notamment en compte les résultats de la Société, sa situation financière, la mise en œuvre de ses objectifs tels qu'exposés au présent chapitre, ainsi que des restrictions applicables au paiement de dividendes prévues dans les différents instruments de dette du Groupe.

Enfin, le Groupe poursuivra la mise en œuvre de son ambitieux plan d'acquisition tout en gérant l'exécution tactique de son programme de rachat d'actions².

8. INFORMATION SUR LES TENDANCES ET LES OBJECTIFS À MOYEN TERME

Compte tenu d'une part de l'incertitude liée à l'environnement économique et opérationnel moins dynamique notamment du fait du Brexit et des attaques terroristes en Europe, et d'autre part de la saisonnalité de son activité, le Groupe n'est pas en mesure à cette date de confirmer ses objectifs pour l'exercice 2017 qui figuraient à la section 3.8.2 du Document de référence 2015.

9. PRINCIPAUX RISQUES ET PRINCIPALES INCERTITUDES POUR LE SECOND SEMESTRE 2016

Le Groupe Europcar évolue dans un contexte de risque et d'incertitude du fait de la conjoncture économique généralement et de la nature spécifique de ses activités. En particulier, à l'issue du référendum survenu en

¹ Hors revenus du pétrole

² Se référer au Document de référence 2015, section 6.3.6.2 pour une description détaillée de l'autorisation votée par l'Assemblée générale

Grande-Bretagne, le Groupe estime que le Brexit pourrait avoir un impact sur ses activités économiques. En outre, compte tenu du niveau actuel de la livre sterling et, bien que les coûts de fonctionnement des filiales anglaises ainsi que leurs financements s'opèrent en monnaie locale, les résultats du Groupe pourraient être affectés par l'effet de la conversion des résultats de ces entités.

Une description détaillée des facteurs de risques et incertitudes susceptibles d'affecter le reste de l'exercice 2016 figure au Chapitre 2 Facteurs de risques du Document de référence. Le Groupe Europcar estime que les principaux risques identifiés dans ce document n'ont pas significativement évolué. Si ces risques se matérialisaient, ils pourraient avoir un effet négatif significatif sur les activités du Groupe, sa situation financière, ses résultats et ses perspectives. En outre, d'autres risques, non encore identifiés ou considérés comme non significatifs par le Groupe à la date d'enregistrement du présent rapport, pourraient également avoir un effet défavorable.

10. INFORMATIONS PROSPECTIVES

Le présent rapport semestriel contient des indications sur les perspectives et axes de développement du Groupe. Ces indications sont parfois identifiées par l'utilisation du futur, du conditionnel et de termes à caractère prospectif tels que « considérer », « envisager », « penser », « avoir pour objectif », « s'attendre à », « entendre », « devoir », « ambitionner », « estimer », « croire », « souhaiter », « pouvoir », ou, le cas échéant, la forme négative de ces mêmes termes, ou toute autre variante ou expression similaire. Ces informations ne sont pas des données historiques et ne doivent pas être interprétées comme des garanties que les faits et données énoncés se produiront. Ces informations sont fondées sur des données, des hypothèses et des estimations considérées comme raisonnables par le Groupe. Elles sont susceptibles d'évoluer ou d'être modifiées en raison des incertitudes liées notamment à l'environnement économique, financier, concurrentiel et réglementaire. Ces informations sont mentionnées dans différentes sections du présent Rapport et contiennent des données relatives aux intentions, estimations et objectifs du Groupe concernant, notamment, le marché, la stratégie, la croissance, les résultats, la situation financière et la trésorerie du Groupe. Les informations prospectives mentionnées dans le présent Rapport sont données uniquement à la date du présent Rapport. Sauf obligation légale ou réglementaire qui s'appliquerait, le Groupe ne prend aucun engagement de publier des mises à jour des informations prospectives contenues dans le présent Rapport afin de refléter tout changement affectant ses objectifs ou les événements, conditions ou circonstances sur lesquels sont fondées les informations prospectives contenues dans le présent Rapport. Le Groupe opère dans un environnement concurrentiel et en évolution rapide ; il peut donc ne pas être en mesure d'anticiper tous les risques, incertitudes ou autres facteurs susceptibles d'affecter son activité, leur impact potentiel sur son activité ou encore dans quelle mesure la matérialisation d'un risque ou d'une combinaison de risques pourrait avoir des résultats significativement différents de ceux mentionnés dans toute information prospective, étant en outre rappelé qu'aucune de ces informations prospectives ne constitue une garantie de résultats réels.

COMPTES CONSOLIDES INTERMEDIAIRES CONDENSES

Etat du résultat consolidé intermédiaire	25
Autres éléments du résultat global consolidé intermédiaire	26
Etat de la situation financière intermédiaire consolidée	27
Tableau de variation des capitaux propres consolidés intermédiaires	28
Tableau des flux de trésorerie intermédiaire consolidés	29
Contexte général et modalités d'établissement des comptes Consolidés intermédiaires condensés	30
Principes et méthodes comptables	31
Annexes aux comptes consolidés intermédiaires condensés	32
Note 1 - Secteurs opérationnels	32
Note 2 - Coûts de détention de la flotte	34
Note 3 - Coûts liés à l'exploitation, à la location, et aux produits des activités ordinaires de la flotte de véhicules	34
Note 4 - Charges de personnel	35
Note 5 - Charges d'amortissement et de dépréciation	35
Note 6 - Autres produits et charges non courants	35
Note 7 - Résultat financier	36
Note 9 - Ecart d'acquisition	37
Note 10 - Actifs financiers	37
Note 11 - La Flotte de véhicules inscrite au Bilan	38
Note 12 - Créances et dettes assimilées relatives à la flotte	39
Note 13 - Clients et autres débiteurs	40
Note 14 - Trésorerie, équivalents de trésorerie et trésorerie soumise à restrictions	40
Note 15 - Capital et réserves et résultat par action	41
Note 16 - Emprunts et dettes financières	42
Note 17 - Provisions	43
Note 18 - Autres informations relatives aux actifs et passifs financiers	44
Note 19 - Engagements hors bilan	45
Note 20 - Parties liées	46
Note 21 - Evènements postérieurs à la date de l'arrêté semestriel	46

En milliers d'euros		Au 30 juin 2016 6 mois	Au 30 juin 2015 6 mois
Notes			
Produits des activités ordinaires		947 934	960 505
Coûts de détention de la flotte	2	(248 480)	(254 815)
Coûts liés à l'exploitation, la location, et aux produits des activités ordinaires de la flotte de véhicules	3	(336 875)	(339 544)
Charges de personnel	4	(169 588)	(169 182)
Frais généraux du siège et du réseau		(111 035)	(108 135)
Dotations aux amortissements	5	(15 858)	(16 038)
Autres produits		2 517	2 126
Résultat opérationnel courant		68 615	74 917
Autres produits non courants	6	11 444	24 600
Autres charges non courantes	6	(8 187)	(80 463)
Résultat opérationnel		71 872	19 054
Coût de l'endettement financier brut		(44 440)	(73 647)
Autres charges financières		(11 738)	(104 407)
Autres produits financiers		1 062	7 963
Résultat financier	7	(55 116)	(170 091)
Résultat avant impôts		16 756	(151 037)
Impôt sur le résultat	8	(11 043)	(1 703)
Quote-part dans le résultat des entreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence		(2 904)	(4 080)
Résultat net		2 809	(156 820)
Part attribuable aux :			
Actionnaires de la société mère		2 927	(156 821)
Participations ne donnant pas le contrôle		(118)	1
Résultat par action, de base revenant aux actionnaires de la société mère (en euros)	15	0,020	(1,503)
Résultat dilué par action, revenant aux actionnaires de la société mère (en euros)	15	0,020	(1,503)

Autres éléments du résultat global consolidé intermédiaire

En milliers d'euros	Au 30 juin 2016 6 mois			Au 30 juin 2015 6 mois		
	Avant impôts	Produits (charges) d'impôts	Après impôts	Avant impôts	Produits (charges) d'impôts	Après impôts
Résultat net de l'exercice	13 852	(11 043)	2 809	(155 117)	(1 703)	(156 820)
Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat						
Gains / (pertes) actuariels liés aux régimes de retraite à prestations définies	(18 847)	5 222	(13 625)	5 152	(1 700)	3 452
Éléments susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat						
Différences de conversion	(19 989)		(19 989)	17 958		17 958
Variation de la juste valeur des instruments financiers de couverture	(14 262)		(14 262)	(120)		(120)
Variation de la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente	(148)		(148)			
Autres éléments du résultat global au titre de l'exercice	(53 246)	5 222	(48 024)	22 990	(1 700)	21 290
Résultat global de l'exercice	(39 394)	(5 821)	(45 215)	(132 127)	(3 403)	(135 530)
Part attribuable aux :						
Groupe			(45 065)			(135 531)
Participations ne donnant pas le contrôle			(150)			1

Etat de la situation financière intermédiaire consolidée

En milliers d'euros		Au 30 juin 2016	Au 31 déc. 2015
ACTIF			
	<i>Notes</i>		
Goodwill	9	450 035	457 072
Immobilisations incorporelles		713 128	713 136
Immobilisations corporelles		83 783	89 236
Titres mis en équivalence		19 131	22 035
Autres actifs financiers non courants	10	49 813	57 062
Actifs d'Impôt différé		63 749	55 730
Total des actifs non courants		1 379 639	1 394 271
Stocks		18 555	15 092
Flotte inscrite au bilan	11	2 072 584	1 664 930
Créances et assimilées liées à la flotte de véhicules	12	716 627	574 652
Clients et autres débiteurs	13	379 766	357 200
Actifs financiers courants	10	41 464	37 523
Actifs d'impôt exigibles		26 080	33 441
Trésorerie soumise à restrictions	14	111 811	97 366
Trésorerie et équivalents de trésorerie	14	167 037	146 075
Total des actifs courants		3 533 924	2 926 280
Total de l'actif		4 913 563	4 320 551
Capitaux propres			
Capital social	15	143 409	143 155
Primes d'émission	15	767 147	767 402
Réserves		(111 360)	(74 341)
Résultats accumulés non distribués		(282 976)	(274 821)
Capitaux propres - Part du Groupe		516 220	561 395
Participations ne donnant pas le contrôle		685	962
Total des capitaux propres		516 905	562 356
PASSIF			
Passifs financiers	16	932 073	801 183
Instruments financiers non courants		67 052	52 090
Passifs liés aux avantages du personnel		123 356	119 295
Provisions non courantes	17	20 257	25 168
Passifs d'Impôt différé		130 078	131 132
Autres passifs non courants		276	306
Total des passifs non courants		1 273 092	1 129 174
Part à moins d'un an des passifs financiers	16	1 375 920	1 263 783
Avantages du personnel		16 661	2 944
Dettes d'impôts exigibles		30 468	24 511
Dettes et assimilées liées à la flotte de véhicules		962 508	662 722
Fournisseurs et autres dettes		520 743	424 974
Provisions courantes	17	217 266	250 087
Total des passifs courants		3 123 566	2 629 021
Total du passif		4 396 658	3 758 195
Total du passif et des capitaux propres		4 913 563	4 320 551

Tableau de variation des capitaux propres consolidés intermédiaires

En milliers d'euros	Part attribuable au Groupe						Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
	Capital social	Primes d'émission	Réserve de couverture	Réserve de conversion	Résultats non distribués	Auto-détention d'actions		
Solde au 1er janvier 2015	446 383	452 978	(36 771)	(41 155)	(664 250)	157 185	950	158 135
Résultat de l'exercice					(156 821)	(156 821)	1	(156 820)
Ecart de conversion				17 958		17 958		17 958
Variation de la juste valeur des instruments financiers de couverture			(120)			(120)		(120)
Gains / (pertes) actuariels liés aux régimes de retraite à prestations définies					3 452	3 452		3 452
Autres éléments du résultat global			(120)	17 958	3 452	21 290		21 290
Augmentation de capital-actions de préférence	8	1 502				1 510		1 510
Augmentation de capital par "incorporation de primes"	99 406	(99 406)						
Réduction de capital	(441 483)				441 483			
Augmentation de capital IPO	38 776	436 224				475 000		475 000
Charges liées à l'IPO		(24 666)				(24 666)		(24 666)
Transactions avec les actionnaires	(303 293)	313 654			441 483	451 844		451 844
Solde au 30 juin 2015	143 090	766 632	(36 891)	(23 197)	(376 136)	473 498	951	474 449
Solde au 1er janvier 2016	143 155	767 402	(45 488)	(28 884)	(274 821)	31	962	562 356
Résultat de l'exercice					2 927	2 927	(118)	2 809
Ecart de conversion				(19 957)		(19 957)	(32)	(19 989)
Variation de la juste valeur des instruments financiers de couverture			(14 262)			(14 262)		(14 262)
Gains / (pertes) actuariels liés aux régimes de retraite à prestations définies					(13 625)	(13 625)		(13 625)
Variation nette de juste valeur sur les actifs financiers disponibles à la vente					(148)	(148)		(148)
Autres éléments du résultat global			(14 262)	(19 957)	(13 773)	(47 992)	(32)	(48 024)
Augmentation de capital actions de préférence	255	(255)						
Annulation d'actions en auto-contrôle						(2 800)		(2 800)
Paiement fondé sur des actions					2 450	2 450		2 450
Autres					240	241	(127)	113
Transactions avec les actionnaires	255	(255)			2 691	(2 800)	(127)	(236)
Solde au 30 juin 2016	143 409	767 147	(59 750)	(48 841)	(282 977)	(2 769)	685	516 904

Tableau des flux de trésorerie consolidés

<i>En milliers d'euros</i>		Au 30 juin 2016 6 mois	Au 31 décembre 2015 12 mois	Au 30 juin 2015 6 mois
	Notes			
Résultat avant impôt		16 756	(6 047)	(151 037)
Extourne des éléments suivants				
Amortissement et dépréciation des immobilisations corporelles	5	7 292	15 277	7 041
Amortissement et dépréciation des immobilisations incorporelles	5	8 566	17 893	8 875
Variations des provisions et avantages du personnel ⁽¹⁾		(33 482)	999	15 252
Reconnaissance des paiements fondés sur des actions		2 450	2 624	
Frais relatifs à l'introduction en bourse			8 692	
Plus et moins-values de cession		(62)	(394)	(21)
<i>Total des charges d'intérêt nettes</i> ⁽²⁾	7	47 101	127 303	77 449
<i>Prime de remboursement</i>			56 010	56 010
<i>Amortissement des coûts de financement</i>	7	3 734	42 340	34 965
<i>Autres éléments non monétaire</i>		440	1 465	4 252
Coût de l'endettement financier net		51 275	227 118	172 676
Résultat opérationnel avant variation du besoin en fonds de roulement		52 795	266 162	52 786
Variations de la flotte de véhicules inscrite au bilan ⁽³⁾	11	(478 053)	(232 851)	(553 410)
Variations du besoin en fonds de roulement lié à la flotte de véhicules		158 226	34 869	158 663
Variations du besoin en fonds de roulement hors flotte de véhicules		73 334	(57 243)	47 507
Trésorerie provenant des activités opérationnelles		(193 698)	10 937	(294 454)
Impôts recouvrés / payés ⁽⁴⁾		63	(39 669)	(20 875)
Intérêts nets payés		(46 786)	(137 334)	(86 556)
Flux nets de trésorerie générés par l'activité		(240 421)	(166 066)	(401 885)
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles		(16 294)	(29 172)	(12 088)
Produits de la cession d'immobilisations corporelles et incorporelles		3 382	5 384	612
Variation des autres investissements et prêts		2 756		
Acquisitions et produits de la cession d'actifs financiers			(7 563)	(6 664)
Acquisition de filiales, nette de la trésorerie acquise ⁽⁵⁾			(23 872)	(6 000)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement		(10 156)	(55 223)	(24 140)
Augmentation de capital (net des frais payés) ⁽⁶⁾			448 203	464 014
Emission d'emprunt obligataire ⁽⁷⁾	16	130 625	471 623	471 623
Remboursement d'emprunt obligataire ⁽⁸⁾			(780 010)	(780 016)
(Achats)/Ventes d'actions propres	15	(2 800)		
Variation des autres emprunts	16	171 608	123 310	249 219
Paiement de coûts de financement		(2 447)	(19 820)	(12 450)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement		296 986	243 306	392 390
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	14	229 368	206 317	206 317
Augmentation / (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie après incidence des différences de conversion		46 409	22 018	(33 635)
Incidence des différences de conversion		(997)	1 033	1 313
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	14	274 780	229 368	173 996

⁽¹⁾ Se référer à la Note 17 pour les variations sur provisions en 2016; la variation des avantages au personnel s'explique par une évolution à la baisse du taux d'actualisation (en Allemagne et au Royaume-Uni).

⁽²⁾ Renégociation des taux d'intérêts sur emprunts suite à l'introduction en bourse.

⁽³⁾ Compte tenu de la durée de détention moyenne de la flotte, le Groupe comptabilise les véhicules comme des actifs courants au début du contrat. Leur variation d'une période à l'autre est donc assimilée à un flux opérationnel généré par l'activité.

⁽⁴⁾ Remboursements d'acomptes d'impôts sur les sociétés par l'Administration fiscale liés à une surestimation des résultats principalement, en Allemagne et au Royaume-Uni.

⁽⁵⁾ Dont, en 2015, la souscription de l'augmentation de capital de Car2Go pour 12,5 millions, le paiement du solde du prix d'EuropHall (5,4 millions d'euros), la souscription à l'augmentation de capital d'Ubeeqo (5 millions d'euros), et le paiement de l'acquisition Ecar Club.

⁽⁶⁾ Correspondant aux augmentations de capital intervenues le 15 mai et le 26 juin 2015 pour un montant global de 476,5 millions d'euros nettes des frais payés (8,7 millions d'euros passés en autres charges non courantes et 19,6 millions d'euros sur les 23,6 millions d'euros imputés sur la prime d'émission).

⁽⁷⁾ En 2015, émission d'obligations à haut rendement pour 475 millions d'euros émise à 99,289%.

⁽⁸⁾ Remboursement anticipé en 2015 des obligations à haut rendement de 324 et 400 millions d'euros, et paiement afférent des primes de remboursement de 56 millions d'euros.

Europcar Groupe S.A. (« ECG ») a été immatriculée le 9 mars 2006, avec un capital social initial de 235 000 euros, puis transformée en *société anonyme* de droit français le 25 avril 2006. Le siège social d'ECG se situe 2 rue René Caudron, 78960 Voisins le Bretonneux, France.

ECG a changé son mode de gouvernance le 24 février 2015 pour passer sous la forme de Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance.

ECG est la société mère ultime du Groupe Europcar (le « Groupe »), qui, fort de son expertise dans la location de véhicules de tourisme et de véhicules utilitaires pour de courtes et moyennes durées, offre des solutions diverses et variées de mobilité à ses clients. Le Groupe, à travers ses deux marques Europcar et InterRent, approche un large spectre de marchés et de clientèles, que ce soit les particuliers ou les entreprises, pour des prestations allant du haut de gamme au low cost.

ECG a été introduite en bourse le 26 juin 2015 sur le marché réglementé d'Euronext Paris (Compartiment A ; Code ISIN : FR0012789949 ; Symbol : EUCAR).

Le solde du produit net de l'émission des actions nouvelles et des nouvelles obligations après ces opérations de refinancement, soit un montant d'environ 112 millions d'euros, est affecté aux besoins généraux du Groupe. Sur ce montant, jusqu'à 80 millions d'euros sont destinés à des investissements stratégiques de croissance, incluant des acquisitions et des partenariats, dans le cadre d'initiatives stratégiques au cours de la période 2015-2017.

En 2015, le Groupe a créé « Europcar Lab », entité conçue comme un incubateur d'idée pour la recherche de nouveaux produits et services dans les solutions de mobilités, et y a injecté 25 millions d'euros. Le « Lab » a pour objectif de promouvoir les projets internes, ainsi que l'acquisition de parts minoritaires ou majoritaires dans les structures innovantes.

Dans le cadre du plan de développement de son réseau, le Groupe a acquis, en date du 19 mai 2016, 100% de la société Locaraise, troisième franchisé français par son chiffre d'affaires (19 millions d'euros de chiffre d'affaires). Cette opération a été finalisée au mois de Juillet 2016.

Le 2 juin 2016, le Groupe Europcar a émis de nouvelles obligations de premier rang pour un montant total de 125 millions d'euros, à des conditions améliorées à 4,5140% de rendement le plus défavorable ou 4,8790% de rendement à l'échéance. Ces obligations seront assimilées à des obligations existantes de premier rang, portant intérêt au taux fixe de 5,750% et venant à échéance en 2022 émises en juin 2015 pour un montant total nominal de 475 millions d'euros, portant ainsi le montant total de la souche à 600 millions d'euros. Le produit de l'émission s'élève à 130,6 millions d'euros (voir note 16). Cette opération de refinancement sera utilisée pour alimenter le programme d'acquisitions et, plus généralement, les orientations générales du Groupe.

En juin 2016, Ubeego, start-up innovante dans le domaine de la mobilité dans laquelle Europcar détient une participation, a acquis pour un montant de 8 millions d'euros, la société Bluemove, une start-up espagnole leader technologique du marché espagnol de l'auto-partage pour les particuliers. Cette opération s'inscrit dans la stratégie d'acquisition du Groupe visant à devenir la référence de la mobilité urbaine.

Les litiges et procédures y compris procédures avec l'autorité de la concurrence françaises sont décrits dans la Note 17 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires condensés à fin juin 2016.

A l'issue du référendum survenu en Grande-Bretagne, le Groupe estime que le Brexit pourrait avoir un impact sur ses activités économiques. En outre, compte tenu du niveau actuel de la livre sterling et, bien que les coûts de fonctionnement des filiales anglaises ainsi que leurs financements s'opèrent en monnaie locale, les résultats du Groupe pourraient être affectés par l'effet de la conversion des résultats de ces entités.

Base de préparation des états financiers

Les comptes consolidés intermédiaires condensés du Groupe Europcar pour la période du 1^{er} janvier 2016 au 30 juin 2016 ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 « information financière intermédiaire », norme du référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union Européenne. S'agissant de comptes condensés, ils n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS et doivent être lus en relation avec les états financiers annuels du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2015.

Ces comptes consolidés intermédiaires condensés ont été arrêtés par le Directoire d'Europcar Groupe le 22 juillet 2016. Ils ont fait l'objet d'un examen par le Comité d'Audit le 21 juillet 2016 et par le Conseil de Surveillance d'Europcar Groupe le 22 juillet 2016.

Les comptes sont présentés en milliers d'euros (sauf mention contraire).

Principes comptables

Les principes comptables utilisés pour l'élaboration des comptes consolidés intermédiaires condensés du Groupe sont identiques à ceux appliqués au 31 décembre 2015 et décrits dans les notes aux états financiers consolidés établis pour l'exercice clos le 31 décembre 2015, exception faite des particularités propres à l'établissement des comptes intermédiaires et des nouvelles normes et interprétations d'application obligatoire pour l'exercice ouvert à compter du 1^{er} janvier 2016, tels que décrits dans la section « Estimations et jugements comptables déterminants ».

- Les nouvelles normes, amendements de normes existantes et interprétations publiés d'application obligatoire dans les comptes au 30 juin 2016 adoptés par l'Union Européenne sont les suivants :
 - Amendement IAS 1 – Disclosure initiative
 - Amendement IAS 16 et IAS 38 – Clarifications sur les modes d'amortissement acceptables
 - Amendement d'IFRS 2 : Plan « Equity settled » : définition des conditions d'acquisition des droits
 - Amendement d'IFRS 8 : Nouvelles informations en matière d'information sectorielle
- Nouvelles normes, amendements de normes existantes et interprétations publiés non obligatoires dans les comptes au 30 juin 2016 et non adoptés par anticipation par le Groupe :
 - IFRS 9 – Instruments financiers
 - IFRS 14 – Comptes de report réglementaires
 - IFRS 15 – Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients
 - IFRS 16 – Contrats de location
 - Amendements à IFRS10, IFRS12 et IAS28 – Entités d'investissements : application de l'exception à la consolidation
 - Amendement IAS 12 – Comptabilisation d'actifs d'impôt différé au titre de pertes latentes
 - Clarifications IFRS 15 - Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients

Les effets de l'application de ces nouvelles normes et amendements sur les comptes consolidés d'Europcar sont en cours d'analyse.

Produits perçus de façon saisonnière

Les produits des activités ordinaires, le résultat opérationnel courant et tous les indicateurs opérationnels sont sujets aux fluctuations saisonnières, en particulier du fait des congés d'été qui engendrent un surcroît d'activité en particulier sur le segment loisir. De plus, l'impact de la saisonnalité varie selon les pays dans lesquels le Groupe réalise ses opérations. Par conséquent, les résultats intermédiaires pour la période du 1er janvier au 30 juin 2016 ne présentent pas nécessairement de ce que seront les résultats attendus pour la totalité de l'année 2016.

Estimations et jugements comptables déterminants

La préparation des comptes intermédiaires requiert que le management procède à des estimations et fasse des hypothèses qui affectent la valeur comptable de certains éléments d'actif et de passif, de produits et de charges, ainsi que les informations données dans certaines notes de l'annexe. En fonction de l'évolution de ces hypothèses ou de conditions différentes de celles qui avaient été prévues, les montants figurant dans les futurs états financiers du Groupe pourraient différer des estimations actuelles.

Pour la préparation des présents comptes consolidés condensés intermédiaires, les jugements exercés par le management dans l'application des principes comptables du Groupe et les principales estimations sont identiques à ceux retenus pour l'établissement des comptes consolidés annuels au 31 décembre 2015, à l'exception de :

- l'estimation réalisée pour la comptabilisation de la charge intermédiaire d'impôt ; pour les comptes intermédiaires, la charge d'impôt (courante et différée) sur le résultat est calculée sur la base du taux d'impôt qui serait applicable au résultat total de l'exercice, c'est-à-dire en appliquant au résultat avant impôt et quote-part de résultat dans les entreprises associées de la période intermédiaire le taux effectif moyen attendu pour l'exercice 2016.
- la CVAE, qui est provisionnée à 50% de la charge annuelle estimée ;
- le résultat des mises en équivalence a été estimé sur la base des données historiques et prévisionnelles.

Par ailleurs, compte tenu de l'évolution au 30 juin 2016 du taux d'actualisation basé sur les obligations d'entreprises de 1^{ère} catégorie en Allemagne (2% au 31 décembre 2015 versus 1,25% au 30 juin 2016) et au Royaume Uni (3,85% au 31 décembre 2015 versus 3,05% au 30 juin 2016), les engagements de retraite relatifs à ces deux pays ont été réévalués dans le cadre des comptes consolidés intermédiaires condensés (cf. Tableau des Autres éléments du résultat global).

La charge de retraite pour la période représente 50% de la charge estimée pour 2016 sur la base des données et hypothèses retenues au 31 décembre 2015.

Concernant la location de véhicules, les estimations couvrent en particulier :

- la valeur résiduelle des véhicules « à risque » ;
- la valeur des véhicules achetés dans le cadre de contrats comportant une clause de rachat par des constructeurs ou des concessionnaires automobiles, lorsqu'ils sont endommagés ou volés;
- l'évaluation du coût ultime des réclamations contre le Groupe au titre des sinistres auto-assurés, fondée sur des techniques actuarielles généralement admises et utilisées dans le secteur de l'assurance.

En outre, les estimations couvrent également les provisions pour litiges et l'évaluation des passifs éventuels. Le Groupe constate une provision quand les dommages résultant des litiges peuvent être raisonnablement estimés à la date de clôture. Une provision est comptabilisée au bilan lorsque le Groupe est tenu par une obligation légale ou implicite découlant d'un événement passé, qu'il est probable qu'une sortie d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation, et que le montant de celle-ci peut être estimé de façon fiable. Si l'impact est significatif, les provisions sont déterminées en actualisant les flux de trésorerie futurs estimés à l'aide d'un taux avant impôts reflétant l'appréciation par le marché de la valeur-temps de l'argent, et, si besoin est, les risques spécifiques au passif.

Note 1 - Secteurs opérationnels

Le Groupe gère l'activité de location :

- d'une part avec sa propre flotte de véhicules dans neuf pays,
- et d'autre part au travers d'un réseau de franchisés présents à la fois dans les pays dans lesquels Europcar exerce en direct (« franchise domestique ») et surtout dans les autres pays (« franchise internationale »).

Au total, le Groupe est présent dans plus de 145 pays.

Le principal décideur opérationnel au sens de la norme IFRS 8 – Secteurs opérationnels est le directoire. La gestion quotidienne du Groupe se fait sur la base de reportings pays. Le Groupe présente deux secteurs, Europe et reste du monde, au sein desquels la nature des services fournis et la catégorie de clients visée sont identiques. La distinction entre ces deux secteurs répond principalement à des critères de dynamisme de zone économique, d'organisation clientèle, d'interdépendances entre les pays pour la gestion de contrats clients et de la flotte ainsi que de gestion quotidienne opérationnelle.

- Le segment Europe inclut les pays européens où le Groupe opère sa flotte directement (Allemagne, Belgique, Espagne, France, Italie, Portugal, le Royaume Uni), regroupés sur les critères de service, de clients et de distribution communs, ainsi que les pays franchisés d'Europe (Autriche, Danemark, Finlande, Grèce, Irlande, Luxembourg, Pays Bas, Norvège, Suède, Suisse, Turquie) qui ont des caractéristiques économiques similaires et présentent des synergies en termes de négociation de flotte et de gestion de clientèle.
- Le reste du monde : les autres pays autres que ceux mentionnés ci-dessus, incluant les pays opérés directement par le Groupe que sont l'Australie et la Nouvelle Zélande.

Les membres du directoire revoient régulièrement les performances opérationnelles et financières des secteurs, évaluées sur les bases suivantes :

- Produits des activités ordinaires : ils comprennent les produits de l'activité de location, mais aussi les redevances territoriales et autres commissions associées aux marques du Groupe et facturées aux franchisés, et enfin la vente de carburant.

- l'EBITDA corporate ajusté : désigne le résultat opérationnel courant avant amortissement, après déduction des charges d'intérêt liées aux emprunts servant au financement de la flotte.

Annexes aux comptes consolidés intermédiaires condensés

En conséquence, et tel que requis par IFRS 8, le Groupe présente un rapprochement global des informations sur les secteurs opérationnels et les états financiers consolidés en IFRS.

(a) Informations sur les secteurs

En milliers d'euros	30 juin 2016 6 mois				
	Notes	Europe	Reste du monde	Elimination & Holdings	Total des secteurs
Total des produits des secteurs		876 707	73 446	(2 219)	947 934
Résultat opérationnel courant		42 820	13 537	12 257	68 615
Charges d'amortissement et de dépréciation	5	5 276	490	10 092	15 858
Charges nettes financières relatives aux emprunts destinés au financement de la flotte	7	(28 165)	(1 186)	(406)	(29 757)
EBITDA Corporate ajusté des secteurs		19 931	12 841	21 943	54 716
Total actifs		1 970 169	76 590	2 866 794	4 913 563
Total passifs		2 124 018	59 439	2 213 874	4 397 331

En milliers d'euros	30 juin 2015 6 mois				
	Notes	Europe	Reste du monde	Elimination & Holdings	Total des secteurs
Total des produits des secteurs		888 363	74 898	(2 756)	960 505
Résultat opérationnel courant		52 993	13 722	8 201	74 916
Charges d'amortissement et de dépréciation	5	5 439	531	10 068	16 038
Charges nettes financières relatives aux emprunts destinés au financement de la flotte	7	(26 671)	(2 099)	(2 034)	(30 804)
EBITDA Corporate ajusté des secteurs		31 761	12 154	16 235	60 150
Total actifs		1 998 257	90 706	2 609 500	4 698 463
Total passifs		2 145 097	83 730	1 996 138	4 224 965

(b) Informations sur les produits et services

Les produits et les services sont répartis de la façon suivante :

En milliers d'euros	30 juin 2016 6 mois			
	Europe	Reste du monde	Elimination & Holdings	Total des secteurs
Produits des activités de location de véhicules	821 106	63 743	214	885 063
Autres produits associés à la location de véhicules	40 499	1 394	(2 433)	39 460
Produits des activités de franchise	15 102	8 309		23 411
Total des produits des secteurs	876 707	73 446	(2 219)	947 934

En milliers d'euros	30 juin 2015 6 mois			
	Europe	Reste du monde	Elimination & Holdings	Total des secteurs
Produits des activités de location de véhicules	828 632	64 386		893 018
Autres produits associés à la location de véhicules	44 429	1 699	(2 756)	43 372
Produits des activités de franchise	15 302	8 813		24 115
Total des produits des secteurs	888 363	74 898	(2 756)	960 505

(c) Informations par segment de clientèle

En milliers d'euros	Au 30 juin 2016 6 mois	Au 30 juin 2015 6 mois
Produits des activités de location de véhicules	885 063	893 018
<i>Répartition par segment de clientèle</i>		
Loisirs	53,2%	51,3%
Affaires	46,8%	48,7%

Note 2 - Coûts de détention de la flotte

En milliers d'euros	Au 30 juin 2016 6 mois	Au 30 juin 2015 6 mois
Coûts liés aux contrats de location de véhicules	(210 288)	(213 844)
Coûts liés à l'achat et à la vente de véhicules	(22 583)	(25,306)
Taxes sur les véhicules	(15 609)	(15 665)
Total	(248 480)	(254 815)

Note 3 - Coûts liés à l'exploitation, à la location, et aux produits des activités ordinaires de la flotte de véhicules

En milliers d'euros	Au 30 juin 2016 6 mois	Au 30 juin 2015 6 mois
Coûts d'exploitation de la flotte	(105 626)	(111 277)
Commissions et redevances assimilés à des produits des activités ordinaires	(127 330)	(123 060)
<i>Dont provision pour créances douteuses et créances comptabilisées en pertes</i>	(4 365)	(4 162)
Coûts liés à la location	(103 919)	(105 207)
Total	(336 875)	(339 544)

Note 4 - Charges de personnel

En milliers d'euros	Au 30 juin 2016 6 mois	Au 30 juin 2015 6 mois
Traitements et salaires	(125 016)	(126 585)
Charges sociales	(33 466)	(31 738)
Avantages postérieurs à l'emploi	(2 630)	(3 603)
Autres éléments	(8 476)	(7 256)
Total	(169 588)	(169 182)

Note 5 - Charges d'amortissement et de dépréciation

En milliers d'euros	Au 30 juin 2016 6 mois	Au 30 juin 2015 6 mois
Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles	(8 566)	(8 875)
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	(7 292)	(7 163)
Total	(15 858)	(16 038)

Note 6 - Autres produits et charges non courants

En milliers d'euros	Au 30 juin 2016 6 mois	Au 30 juin 2015 6 mois
Autres produits non courants ⁽¹⁾	11 444	24 600
Total des autres produits non courants	11 444	24 600
Charges de réorganisation	(5 209)	(19 597)
<i>Dont : Réorganisation - coûts de licenciement</i>	(2 634)	(16 207)
<i>Réorganisation - honoraires</i>	(2 575)	(3 390)
Charges liées à l'IPO		(8 621)
Autres charges non courantes ⁽²⁾	(2 977)	(52 245)
Total des autres charges non courantes	(8 187)	(80 463)
Total des autres produits et charges opérationnels	3 257	(55 863)

⁽¹⁾ Dont un produit de 8,9 millions d'euros lié à un litige fiscal (cf. Note 17) au 30 juin 2016, et 2,2 millions d'euros relatifs à la garantie de passif avec VW. Au 30 juin 2015, le solde comprend la reprise de provision dans le cadre d'un litige relatif à la propriété intellectuelle.

⁽²⁾ Dont 45 millions d'euros provisionnés en 2015 au titre du risque financier évalué par le Groupe dans le cadre de la procédure en cours avec l'Autorité De La Concurrence française (cf. Note 17)

Note 7 - Résultat financier

<i>En milliers d'euros</i>	Au 30 juin 2016 6 mois	Au 30 juin 2015 6 mois
Charges financières nettes relatives aux emprunts destinés au financement de la flotte	(29 757)	(30 797)
Charges financières nettes relatives aux autres emprunts	(14 683)	(42 850)
Total coût de l'endettement financier brut	(44 440)	(73 647)
Charges résultant de la négociation de dérivés	(700)	(617)
Amortissement des coûts de refinancement ⁽¹⁾	(3 734)	(34 965)
Différences négatives de change	(2 064)	(4 990)
Ajustement de l'actualisation de provisions et avantages au personnel	(1 092)	(1 035)
Autres ⁽²⁾	(4 148)	(62 800)
Autres charges financières	(11 738)	(104 407)
Différences positives de change	1 062	7 963
Autres produits financiers	1 062	7 963
Résultat financier	(55 116)	(170 091)

⁽¹⁾ Dont 26,9 millions d'euros de coûts de refinancement au 30 juin 2015 amortis de façon anticipée suite aux remboursements des emprunts obligataires « High yield » de 400 et 324 millions d'euros.

⁽²⁾ Dont 56 millions de primes de remboursement en 2015 suite au remboursement anticipé des emprunts « High yield » de 400 et 324 millions d'euros en 2015 (Cf Note 16).

Note 8 - Impôt sur le résultat

Le Groupe comptabilise la charge d'impôt sur le résultat au titre de la période intermédiaire sur la base de la meilleure estimation du taux d'impôt annuel moyen pondéré attendu pour la totalité de la période annuelle. Ce taux est calculé sur une base par pays.

L'actuelle politique de reconnaissance des impôts différés n'a pas été modifiée par rapport à celle de la clôture au 31 décembre 2015.

La charge d'impôt qui ressort au niveau du Groupe pour la période close le 30 juin 2016 se décompose de la façon suivante :

<i>En milliers d'euros</i>	Au 30 juin 2016 6 mois	Au 30 juin 2015 6 mois
Impôt courant	(14 040)	(5 316)
Impôt différé	2 997	3 613
Total des impôts	(11 043)	(1 703)

Note 9 - Ecart d'acquisition

Conformément à IAS 36, le Groupe Europcar apprécie s'il existe un quelconque indice qu'un actif puisse avoir subi une perte de valeur utilisant à la fois des sources d'informations internes et externes.

Les sources d'information externes sont essentiellement constituées par la revue du coût moyen pondéré du capital (WACC).

Les sources d'information internes sont basées sur les reportings : une baisse significative de chiffre d'affaires et/ou de profitabilité sont des indicateurs de perte de valeur.

Au vu de l'évolution générale de la performance des pays constituant les unités génératrices de trésorerie, ainsi que de la marge mise en évidence par les tests réalisés au 31 décembre 2015, le management n'a pas identifié d'indice de perte de valeur et par conséquent, aucun test de perte de valeur n'a été conduit au 30 juin 2016, aussi bien au titre des goodwill que de la marque Europcar.

<i>En milliers d'euros</i>	Valeur brute	Perte de valeur	Valeur comptable
Solde au 1er janvier 2016	648 581	(191 509)	457 072
Acquisitions	230		230
Effet des fluctuations des taux de change	(10 428)	3 161	(7 267)
Solde au 30 juin 2016	638 383	(188 348)	450 035

Note 10 - Actifs financiers

<i>En milliers d'euros</i>	Au 30 juin 2016	Au 31 décembre 2015
Autres actifs financiers non courants		
Actifs financiers disponibles à la vente	365	280
Actifs financiers détenus jusqu'à leur échéance ⁽¹⁾	44 098	50 838
Dépôts et paiements d'avance	5 327	5 928
Autres investissements non courants	23	15
Total des actifs financiers non courants	49 813	57 061
Actifs financiers courants		
Prêts	5 630	118
Autres actifs financiers courants ⁽¹⁾	35 834	37 405
Total des actifs financiers courants	41 464	37 523

⁽¹⁾ Dont 64,2 millions d'euros couvrant les passifs liés à notre entité d'assurance captive (72,0 millions d'euros au 31 décembre 2015), principalement composés d'obligations comptabilisées au coût amorti.

Note 11 - La Flotte de véhicules inscrite au Bilan

La flotte de véhicules opérée par le Groupe est acquise et financée selon différentes modalités. Le tableau ci-dessous présente la répartition entre ces différentes modalités pour les périodes closes le 31 décembre 2015 et le 30 juin 2016 :

Type d'acquisition et financement	% du volume total de véhicules acquis	
	Juin 2016	Dec 2015
Véhicules acquis avec clause de rachat auprès des constructeurs ou des concessionnaires automobiles financés via le bilan	48%	46 %
Véhicules acquis avec clause de rachat auprès des constructeurs ou des concessionnaires automobiles et financés grâce à des contrats de location répondant aux critères de contrats de location simple	46%	46 %
Total de la flotte acquise dans le cadre de contrats comportant une clause de rachat	94%	92 %
Véhicules acquis sans clause de rachat auprès des constructeurs ou des concessionnaires automobiles (véhicules « à risque »)	6%	7 %
Véhicules financés grâce à des contrats de location répondant aux critères de contrats de location-financement	0%	1 %
Total des achats de véhicules	100%	100 %

Annexes aux comptes consolidés intermédiaires condensés

En application des normes comptables, la flotte financée par des contrats de location simple n'est pas inscrite au bilan, les engagements au titre de ces contrats figurant en engagements hors bilan. La flotte inscrite au bilan se décompose de la manière suivante :

<i>En milliers d'euros</i>	Au 30 juin 2016	Au 31 décembre 2015
Amortissement différé de véhicules	182 619	258 441
Créances sur contrats de rachat de véhicules	1 525 856	1 024 072
Flotte acquise dans le cadre des contrats de rachat financés via le bilan	1 708 475	1 282 513
Véhicules acquis sans clause de rachat par les constructeurs ou les concessionnaires automobiles (véhicules « à risque »)	307 084	306 744
Véhicules acquis dans le cadre de contrats de location répondant aux critères de contrats de location-financement sans clause de rachat	57 025	75 043
Total de la flotte de véhicules inscrite au bilan	2 072 584	1 664 300

La flotte est présentée nette des amortissements ou des provisions pour dépréciation de 4,2 millions d'euros (Décembre 2015: 4,7 millions d'euros) constituées au titre de véhicules volés ou endommagés.

Note 12 - Créances et dettes assimilées relatives à la flotte

<i>En milliers d'euros</i>	Au 30 juin 2016	Au 31 décembre 2015
Créances liées à la flotte	558 868	501 522
Créances de TVA	157 759	73 130
Créances et assimilées liées à la flotte de véhicules	716 627	574 652

<i>En milliers d'euros</i>	Au 30 juin 2016	Au 31 décembre 2015
Dettes liées à la flotte	886 285	567 931
Dettes de TVA	76 223	94 791
Total dettes et assimilées liées à la flotte de véhicules	962 508	662 722

Note 13 - Clients et autres débiteurs

Toutes les créances clients ont une échéance à moins d'un an.

<i>En milliers d'euros</i>	Au 30 juin 2016	Au 31 décembre 2015
Créances locatives	194 110	209 215
Autres créances clients	98 539	77 804
Autres créances d'impôts	738	870
Indemnités d'assurance	19 998	21 378
Paiements d'avance	53 607	32 144
Créances liées au personnel	261	803
Dépôts, autres créances et prêts	12 513	14 987
Total Clients et autres débiteurs	379 766	357 200

Le tableau ci-dessous présente l'évolution des provisions pour dépréciation des créances liées à la location de véhicules et des autres créances clients :

<i>En milliers d'euros</i>	Au 30 juin 2016	Au 31 décembre 2015
Solde à l'ouverture	(31 493)	(35 297)
Dépréciation pour créances douteuses	(3 586)	(6 683)
Créances comptabilisées en pertes au cours de l'exercice / la période	4 081	8 694
Reprise des montants non utilisés	60	1 874
Différences de conversion	240	(81)
Solde à la clôture	(30 698)	(31 493)

Les montants au titre de la dotation et de la reprise de la provision pour créances douteuses ont été inclus dans les coûts liés à l'exploitation, la location et aux produits des activités ordinaires de la flotte de véhicules (cf Note 3).

Note 14 - Trésorerie, équivalents de trésorerie et trésorerie soumise à restrictions

<i>En milliers d'euros</i>	Au 30 juin 2016	Au 31 décembre 2015	Au 30 juin 2015
Disponibilités	167 266	145 803	101 600
Intérêts courus	(229)	272	156
Trésorerie et équivalents de trésorerie	167 037	146 075	101 756
Trésorerie soumise à restrictions	111 811	97 366	95 727
Trésorerie, équivalents de trésorerie et trésorerie non disponible	278 848	243 441	197 483

Les disponibilités comprennent 53,6 millions d'euros de liquidités à fin juin 2016 cantonnées dans les sociétés Securityfleet, à l'exception des deux holdings Securitifleet Holding S.A. et Securitifleet Holding S.A.S.U. (Décembre 2015: 77,7 millions d'euros) et sont destinées au financement de la flotte en France, en Allemagne, en Italie et en Espagne. À ce titre, elles ne sont pas considérées comme de la trésorerie soumise à restrictions.

Annexes aux comptes consolidés intermédiaires condensés

La trésorerie et les équivalents de trésorerie des structures ad hoc sont considérés comme de la trésorerie soumise à restrictions. La définition de la trésorerie soumise à restrictions figure dans la section Principales méthodes comptables - Trésorerie (ii) des états financiers consolidés au 31 décembre 2015.

Le rapprochement de la trésorerie et des équivalents de trésorerie présentés dans le bilan et de la trésorerie et des équivalents de trésorerie dans le tableau de trésorerie est détaillé ci-après :

En milliers d'euros	Au 30 juin 2016	Au 31 décembre 2015	Au 30 juin 2015
Trésorerie et équivalents de trésorerie	167 037	146 075	101 756
Trésorerie soumise à restrictions	111 811	97 366	95 727
Découverts bancaires ⁽¹⁾	(4 068)	(14 073)	(23 487)
Trésorerie et équivalents de trésorerie présentés dans le tableau des flux de trésorerie	274 780	229 368	173 996

⁽¹⁾ Inclus dans les emprunts et dettes financières courants (cf Note 16).

Note 15 - Capital et réserves et résultat par action

(a) Capital social et primes d'émission

Les différents mouvements intervenus sur le capital depuis le 1er janvier 2016 sont les suivants :

Date	Opération	Capital social (en €)	Prime d'émission (en €)	Nombre d'actions	Valeur nominale (en €)
01/01/2016		143 154 016	767 401 857	143 154 016	1,00
	Augmentation de capital	255,282	(255,282)	255,282	1,00
30/06/2016		143 409 298	767 146 575	143 409 298	1,00

Au cours du premier semestre de 2016, 147 434 actions de préférence de catégorie B ont été converties en 402 716 actions ordinaires par incorporation de primes d'émission.

Le tableau suivant montre la situation de l'actionnariat au 30 juin 2016:

Actionnaires	Nombre d'actions ordinaires et de droits de vote	Nombre d'actions de préférence de catégorie B	Nombre d'actions de préférence de catégorie C	Nombre d'actions de préférence de catégorie D	Nombre total d'actions	Pourcentage d'actions ordinaires et de droits de vote	Pourcentage du capital social
<i>Eurazeo</i>	60 544 838	-	-	-	60 544 838	42,22%	42,22%
<i>ECIP Europcar Sarl</i>	9 036 469	-	-	-	9 036 469	6,30%	6,30%
<i>Management et employés</i>	211 516	-	3 811	3 807	219 134	0,15%	0,15%
<i>Autres</i>	73 608 389	-	234	234	73 608 857	51,33%	51,33%
Total	143 401 212	-	4 045	4 041	143 409 298	100,00%	100,00%

Le Groupe n'a pas distribué de dividendes durant la période clôturée au 30 juin 2016.

(b) Actions propres

Annexes aux comptes consolidés intermédiaires condensés

Au titre du contrat de liquidité confié à Rothschild portant sur les actions d'ECG, les moyens suivants figuraient au compte de liquidité à la date du 30 juin 2016:

- 310 500 titres Europcar Groupe
- 1 291 287 euros.

Au 30 juin 2016, l'impact sur la variation des capitaux propres lié aux actions propres est de (2,8) millions d'euros.

(c) Résultat par action

<i>En milliers d'euros</i>	Au 30 juin 2016	Au 30 juin 2015
Résultat revenant aux porteurs d'actions ordinaires	2 927	(156 821)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	143 227 594	104 310 204
Résultat de base par action (en euros)	0,020	(1,503)
Résultat dilué par action (en euros)	0,020	(1,503)

Le nombre d'actions potentiellement dilutives était de 1 746 875 au 30 juin 2016 et 980 976 au 30 juin 2015.

Note 16 - Emprunts et dettes financières

<i>En milliers d'euros</i>	Au 30 juin 2016	Au 31 décembre 2015
Emprunts obligataires	950 000	825 000
Autres emprunts bancaires	76	152
Coûts de transaction / Prime / Décote	(18 003)	(23 969)
Total des passifs non courants	932 073	801 183
Facilité de crédit de premier rang renouvelable		81 000
Facilité de crédit de premier rang renouvelable destinée au financement de la flotte	858 591	658 284
Autres emprunts destinés au financement de la flotte de véhicules	437 323	464 706
Dettes au titre des contrats de location-financement	62 598	76 041
Découverts bancaires	4 068	14 073
Prêts bancaires courants et autres emprunts	9 698	47 314
Coûts de transaction / Prime / Décote – fraction courante	(7 352)	(7 906)
Intérêts courus	10 994	11 271
Total des passifs courants	1 375 920	1 263 783

Le 2 Juin 2016, le Groupe a émis pour un montant total de 130,6 millions d'euros des obligations subordonnées à échéance 2022 d'une valeur nominale de 125 millions d'euros. Ces obligations portent intérêt au taux fixe de 5,75%. Le rendement attendu à l'échéance est de 4,8790%. Ces fonds seront utilisés essentiellement pour financer les futures acquisitions franchisées et les nouveaux services de mobilité.

L'échéance des emprunts obligataires est la suivante :

- Année 2021 : 350 millions d'euros,
- Année 2022 : 600 millions d'euros.

Les autres emprunts (passif courant) portent intérêt à taux variable.

Rapprochement de la dette nette :

<i>En milliers d'euros</i>	Au 30 juin 2016	Au 31 décembre 2015
Emprunts et dettes financières non courants	932 073	801 183
Emprunts et dettes financières courants	1 375 920	1 263 783
Actifs financiers détenus jusqu'à leur échéance	(44 098)	(50 838)
Autres actifs financiers courants	(41 464)	(37 405)
Trésorerie, équivalents de trésorerie et trésorerie soumise à restrictions	(278 848)	(243 441)
Dette nette inscrite au bilan	1 954 843	1 733 282
Valeur estimée de l'encours lié aux véhicules financés au moyen de contrats de location simple ⁽¹⁾	1 811 296	1 323 411
Total dette nette	3 766 139	3 056 693

⁽¹⁾ La valeur estimée de l'encours lié aux véhicules financés au moyen de contrats de location simple correspond à la valeur nette comptable des véhicules concernés; ce montant est déterminé à partir des prix d'acquisition et des taux d'amortissement des véhicules correspondants (sur la base des statistiques communiquées par les constructeurs).

Note 17 - Provisions

<i>En milliers d'euros</i>	Provisions pour sinistres	Provisions pour remise en état	Autres provisions	Total
Solde au 1er janvier 2015	138 183	31 774	80 554	250 511
Augmentations	73 743	78 904	76 289	228 936
Utilisations	(77 938)	(76 121)	(34 372)	(188 431)
Reprises			(20 223)	(20 223)
Variations de périmètre				
Transferts			1 231	1 231
(Gains) ou pertes actuarielles				
Incidence des différences de conversion	2 242	403	586	3 231
Solde au 31 décembre 2015	136 230	34 960	104 065	275 255
Non courant			25 168	25 168
Courant	136 230	34 960	78 897	250 087
Solde au 31 décembre 2015	136 230	34 960	104 065	275 255
Solde au 1er janvier 2016	136 230	34 960	104 065	275 255
Augmentations	27 776	39 412	6 055	73 243
Utilisations	(37 192)	(36 962)	(23 739)	(97 893)
Reprises	(4 698)		(2 742)	(7 440)
Variations de périmètres				
Transferts				
(Gains) ou pertes actuarielles				
Incidence des différences de conversion	(4 276)	(931)	(435)	(5 642)
Solde au 30 juin 2016	117 840	36 479	83 204	237 523
Non courant			20 257	20 257
Courant	117 840	36 479	62 947	217 266
Solde au 30 juin 2016	117 840	36 479	83 204	237 523

Les principaux litiges et procédures qui sont en cours ou qui ont évolué au titre de la période sont les suivants :

Procédure de l'Autorité française de la concurrence

L'Autorité de la concurrence française mène une enquête concernant le secteur de la location de véhicules. Elle a, à cet égard procédé à des perquisitions au siège d'Europcar France en janvier 2008. Diverses anomalies concernant certains aspects de ces perquisitions ont été examinées depuis 2008 et, le 6 mai 2015, le Premier Président de la Cour d'appel de Paris a statué pour l'annulation de ces perquisitions. Il a à ce titre ordonné que tous les documents saisis soient retournés et qu'aucun de ces documents ne puissent être utilisés par une quelconque personne ou autorité. Il est toutefois précisé dans la décision rendue que l'enquête et les procédures en découlant ne sont pas elles-mêmes annulées.

Le 17 Février, 2015, l'Autorité de la concurrence française a communiqué ses griefs à Europcar France ainsi qu'à certaines de ses sociétés mères actuelles et passées. L'Autorité prétend que, pour une période s'étalant sur plusieurs années (à partir de 2003 pour le premier chef et en 2005 pour le deuxième chef d'accusation), ces sociétés (i) ont reçu régulièrement des informations auprès des autorités aéroportuaires sur l'activité et les résultats de leurs concurrents au sein des aéroports et (ii) ont appliqué un supplément dans les gares, qui, selon l'Autorité, a été mis en œuvre en collusion entre concurrents. Europcar a déposé son mémoire de défense le 20 mai 2015.

Le gestionnaire chargé du dossier auprès de l'Autorité a présenté son rapport à son Collège le 2 Juin 2016. A compter de cette date, Europcar France a trois mois pour répondre à ce rapport. La décision de l'Autorité devrait être publiée quelques mois plus tard, à la suite d'une audience à huis clos devant son Collège. Une décision infligeant une amende sera susceptible d'appel; un tel appel, cependant, ne suspendra pas l'obligation de paiement de l'amende, sauf procédure exceptionnelle. Une décision défavorable pourrait donner lieu à des réclamations de tiers pour les dommages subis.

Le rapporteur demande dans son rapport d'augmenter le montant de l'amende sur le fondement qu'Europcar appartenait à un grand groupe, mais de son côté le représentant du Gouvernement lui, estime que les informations reçues en provenance des aéroports ne violent pas le droit de la concurrence. Le Groupe a donc maintenu sa provision comme indiqué dans ses états financiers avant le rapport, qui reflète sa meilleure estimation des risques financiers à ce stade de la procédure dans le cas où l'Autorité de la Concurrence française viendrait à imposer une amende, malgré les arguments du Groupe en matière de défense. Aucune assurance ne peut toutefois être donnée que le montant de cette éventuelle amende imposée par la Cour d'appel ne sera pas significativement au-delà du montant de la provision faite ou que des réclamations de tiers au titre des dommages subis ne surviendront pas par la suite.

Contentieux fiscaux avec les autorités françaises

Dans le cadre du litige opposant la société Securityfleet S.A.S.U. à l'Administration fiscale suite à la réclamation présentée par Securityfleet S.A.S.U. sur le fondement d'une intégration à tort dans l'assiette de calcul de la taxe professionnelle de la valeur locative des véhicules qu'elle donne en location pour la période allant de 2005 à 2009, Securityfleet S.A.S.U. a obtenu gain de cause et reçu de l'Administration fiscale un avis de dégrèvement de la taxe professionnelle en date du 1^{er} mars 2016 pour un montant de 7 510 536 euros, auxquels s'ajoute le produit lié à l'extourne des intérêts moratoires provisionnés pour un montant de 1 394 591 euros.

Note 18 - Autres informations relatives aux actifs et passifs financiers

Les justes valeurs des actifs et passifs financiers, ainsi que leurs valeurs comptables inscrites au bilan, sont détaillées ci-après :

<i>En milliers d'euros</i>		Valeur comptable	Juste valeur	<i>Juste valeur par résultat</i>	<i>Juste valeur par capitaux propres</i>	<i>Instruments financiers au coût amorti</i>
Juste valeur au 30 juin 2016	Notes					
Clients	13	292 649	292 649			292 649
Dépôts et prêts courants		10 957	10 957			10 957
Créances sur contrats de rachat de véhicules	11	2 072 006	2 072 006			2 072 006
Créances liées à la flotte de véhicules	12	558 868	558 868			558 868
Dépôts, autres créances et prêts	13	12 513	12 513			12 513
Total des prêts et des créances		2 946 993	2 946 993			2 946 993

Participations dans des entités non consolidées		365			365	
Autres actifs financiers		79 926				79 926
Trésorerie soumise à restrictions	14	111 811	111 811	111 811		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	14	167 266	167 266	167 266		
Instruments financiers dérivés - actifs						
Total des actifs financiers		3 306 360	3 226 069	279 077	365	3 026 918
Emprunts obligataires et autres emprunts	16	932 073	996 361			996 361
Fournisseurs		360 472	360 472			360 472
Dettes liées à la flotte de véhicules	12	866 285	866 285			866 285
Découvert bancaire et fraction à moins d'un an des emprunts	16	1 375 920	1 375 920			1 375 920
Instruments financiers dérivés - passifs		67 052	67 052		67 052	
Total des passifs financiers		3 621 802	3 666 090		67 052	3 599 038

Sur la période, il n'y a pas eu de transfert entre les niveaux de la hiérarchie de juste valeur utilisés pour mesurer la juste valeur des instruments financiers.

La juste valeur des instruments financiers négociés sur un marché actif (tels que la trésorerie, les équivalents de trésorerie, les titres détenus à des fins de transaction et les titres disponibles à la vente) est basée sur les cours de marché à la date de clôture. Le cours de marché à la clôture utilisé pour évaluer les actifs financiers détenus par le Groupe est le prix offert actuel : niveau 1 dans la hiérarchie des justes valeurs.

La juste valeur des instruments financiers qui ne sont pas négociés sur un marché actif (par exemple les instruments dérivés négociés de gré à gré) est déterminée à l'aide de techniques d'évaluation. Le Groupe utilise différentes méthodes et retient des hypothèses basées sur les conditions de marché observées à chaque date de clôture. Les cours du marché ou les prix fournis par les opérateurs pour des instruments similaires sont utilisés pour les dettes à long terme. D'autres techniques, telles que l'estimation des flux de trésorerie actualisés, sont utilisées pour calculer la juste valeur des autres instruments financiers. La juste valeur des swaps de taux d'intérêt est déterminée au moyen de la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie : niveau 2 dans la hiérarchie des justes valeurs.

Note 19 - Engagements hors bilan

(a) Contrats de location simple

Les paiements minimaux du Groupe au titre des contrats de location simple non résiliables au 30 juin 2016 sont détaillés ci-après .

En milliers d'euros	Au 30 juin 2016		Au 31 décembre 2015	
	Montants liés à la flotte		Montants liés à la flotte	
Exigible :				
À moins d'un an	215 540	153 322	233 581	185 230
Entre un et cinq ans	126 879	5 107	115 339	8 002
À plus de cinq ans	34 658		37 558	
Total	377 077	158 429	386 478	193 232

(b) Engagements d'achat de véhicules

Le Groupe a conclu des contrats portant sur l'achat de véhicules. Au 30 juin 2016, les engagements en cours s'élevaient à 806,1 millions d'euros (contre 1 037,5 millions d'euros au 31 décembre 2015).

(c) Garanties

Au 30 juin 2016, ECG a donné 44,3 millions d'euros de garanties à des tiers. Les actifs éventuels s'élèvent à 3,5 millions d'euros (Décembre 2015 : 5,1 millions d'euros).

Note 20 - Parties liées

Au cours du premier semestre 2016, le montant des transactions avec les parties liées n'est pas significatif.

Note 21 - Evènements postérieurs à la date de l'arrêté semestriel

Aucun évènement significatif nécessitant une mention dans les états financiers consolidés intermédiaires condensés n'a eu lieu depuis le 30 juin 2016.

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE (PERIODE DU 1^{ER} JANVIER AU 30 JUIN 2016)

Aux Actionnaires
EUROPCAR GROUPE
2 rue René Caudron
Bâtiment Op
78960 Voisins le Bretonneux

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société EUROPCAR GROUPE, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2016 au 30 juin 2016, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II - Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Courbevoie, le 29 juillet 2016

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

François Jaumain


Mazars

Isabelle Massa

ATTESTATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés intermédiaires condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Voisins-le-Bretonneux,
Le 3 août 2016

A handwritten signature in blue ink, appearing to be 'P. Germond', written in a cursive style.

Philippe Germond
Président du Directoire